

La Question Monétaire au Maroc

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le 9 Juin 1921

A 2 Heures

PAR

B. SIDBON BEYDA

PRÉSIDENT : M. RIST
PROFESSEURS : MM. LESEUR
SOUCHON



PARIS
ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE
13, QUAI DE CONTI, 13
—
1921

1871

1872

1873

1874

1875

1876

1877

1878

La Question Monétaire

au Maroc

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le 9 Juin 1921

A 2 Heures

PAR

B. SIDBON BEYDA

PRÉSIDENT : M. RIST

PROFESSEURS : MM. LESEUR
SOUCHON



PARIS

ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, QUAI DE CONTI, 13

—
1921

A MES PARENTS

TÉMOIGNAGE D'AFFECTION

ET DE RECONNAISSANCE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552825_0042

INTRODUCTION

Au lendemain de l'armistice, disparaît la solidarité que les nations ont pratiquée pendant quatre ans. Chacune cherche à tirer de la guerre le maximum de profits et une nouvelle lutte s'engage. Le plupart des peuples se trouvent, alors aux prises avec des difficultés considérables auxquelles, par des procédés artificiels, ils ont pu échapper durant les hostilités ; les lois économiques, longtemps contenues, recommencent à jouer normalement, amenant, dans l'organisme très fortement ébranlé du monde, des perturbations qui se traduisent par des crises nombreuses ; et de toutes celles-ci, c'est assurément la crise des changes qui se fait sentir avec le plus d'intensité sur toute la surface du globe.

Il semble, en effet, qu'aucun pays n'y ait échappé : ni ceux où, pendant la guerre, l'encaisse métallique a augmenté et dont les billets de banque représentent de véritables certificats d'or, ni ceux qui ont dû se résigner à laisser sortir une grande partie de leur métal pour payer les fournitures dont ils ont eu besoin, pendant les hostilités.

Mais, la crise est encore plus grave dans certains pays : d'une part, ceux dans lesquels, au lendemain de la guerre, on se trouve en présence d'un grand nombre de monnaies différentes dues à l'occupation étrangère, comme en Belgique, en Pologne en Serbie ; d'autre part, ceux qui pratiquent le monométallisme à étalon d'argent, comme la Chine, les Indes, l'Indo-Chine, le Maroc.

Pour tous ces pays, un problème se pose : l'assainissement de la situation monétaire, l'établissement ou le rétablissement suivant les cas, d'une monnaie unique ; problème capital, à la solution duquel on s'attelle partout, car le négliger eut amené de graves perturbations à l'intérieur et de grosses pertes dans les transactions avec l'étranger.

Le Maroc, avons-nous dit plus haut, est un des pays qui a souffert de cet état de choses ; mais, sous ce rapport, sa situation est, si l'on peut dire, endémique. Cependant, en octobre 1919, il s'y produit une telle crise que le Gouvernement Chérifien doit prendre une décision et mettre un terme à l'instabilité d'une situation qui l'a toujours préoccupé ; après avoir recueilli l'avis d'une commission de techniciens, il décide de démonétiser l'argent marocain et de le remplacer par de la monnaie française.

Nous nous proposons de faire l'historique de cette crise et de la solution qui la termine ; mais pour bien la comprendre, il importe, auparavant, de connaître la situation monétaire du Maroc et l'effort fait par la Conférence d'Algésiras pour l'assainir.

Il n'entre pas dans nos intentions de rechercher s'il y a eu des responsables à la crise marocaine de 1919 ; nous nous bornerons à un exposé où l'on verra combien sont vains les efforts de l'homme devant les lois économiques et combien, au contraire, celles-ci sont puissantes quand rien ne vient les empêcher de jouer librement.

PREMIÈRE PARTIE

LES MONNAIES MAROCAINES

La Monnaie n'est pas, au Maroc, d'institution récente ; il semble, au contraire, que les habitants du pays aient de très bonne heure, monnayé l'or, l'argent et le bronze. On a, en effet, retrouvé quelques pièces antérieures à l'occupation romaine ; en bien plus grosse quantité, des deniers d'argent, et enfin, quelques pièces d'or, très rares il est vrai, qui portent sur une de leurs faces la légende Rex Iuba et, soit l'effigie de Juba, soit Juba à cheval, chassant le lion (1).

L'origine du système qui nous occupe ne remonte cependant pas si loin. Ce système date seulement de 1881, mais il faut connaître celui qui l'a précédé, dont on a pu écrire : « c'est un mystère de plus à ajouter aux autres mystères de ce ténébreux empire ». (2)

Notre étude se divise en deux chapitres : dans le premier, nous examinons la situation monétaire du Maroc, au cours des siècles ; dans le deuxième, nous nous occupons du système actuel, ou plutôt, du système qui a existé au Maroc entre la réforme de Moulay Hassan en 1881 et le décret de démonétisation de mars 1920.

(1) Henri Rabanit, *France-Maroc*, décembre 1920, p. 264 : la Numismatique au Maroc.

(2) A. Mouliéras, *Tome II*, p. 694 *le Maroc Inconnu*, Paris 1895.

CHAPITRE I

AVANT LA RÉFORME DE 1881

Avant la réforme de Moulay Hassan, l'unité monétaire marocaine est le mitqâl ou dinar. Le mitqâl est une pièce d'or qui vaut 10 ouquias (onces) d'argent ; l'ouquia vaut elle-même 4 mouzounas, d'argent également, et la mouzounas, 6 flous de cuivre.

Telle est du moins, l'ossature du système marocain, avant toute dépréciation due au contact des monnaies étrangères, avant toute altération. Mais les choses ne restent pas longtemps ainsi.

§ 1. — *Monnaie d'or.* — L'étalon : mitqâl ou dinar, qui pèse à l'origine (et en 1674 encore, sous les Almoravides) 4 gr. 729, est bien vite altéré. Son poids diminue progressivement ; sous les Saâdiens, il ne pèse plus que 3 gr. 549, et en 1761, il n'est plus que de 3 grammes (2). A ce moment on peut affirmer que le mitqâl-or n'existe plus dans la circulation. Les Sultans, depuis son apparition, l'ont accaparé et le détiennent dans leurs cassettes personnelles : « celles-ci, dit la Martinière, à la différence du trésor de l'empire, contenaient de superbes pièces d'or anciennes, du 17^e et du 18^e siècles, valant

(1) Abdesselem Taleb ; Étude sur l'organisation financière de l'Empire Chérifien, p. 132, Thèse Paris 1911.

(2) Louis Massignon : le Maroc dans les 1^{res} années du 16^e siècle, p. 102.

98 francs et des monnaies d'or étrangères : onces et doublons d'Espagne et de Portugal, louis français et livres sterlings (1) » Le Bit el Mal Ed Dakhli (le trésor personnel du souverain) est formé surtout des dons faits aux sultans par les personnes qui lui demandent audience ; celles-ci, suivant leur importance, lui apportent une somme qui doit être en pièces d'or, d'abord à la Moulâqa (audience d'entrevue), puis à la Ouidaâ (audience de congé) (2). Nous trouvons d'ailleurs, dans les Archives Marocaines, la confirmation de cet état de choses : « D'après ce qu'en rapporte En Naçiri, dans le Kitab el Istiqça, Sidi Mohammed ben Abdallah, lors de son avènement, en 1171 de l'hégire, commença par prendre possession, en arrivant à Fez, du trésor de son père... Ce trésor consistait, en grande partie, en or ; il était contenu dans 1000 sacoches de cuir filali. Ces sacoches contenaient chacune 2000 dinars... Parmi ces biens, se trouvaient également 100 cistres d'or pur semblables à des rondelles de cire, du poids de 4000 douros chacune... » (3)

Les particuliers ont imité les sultans ; comme eux, ils ont vendu ou fait fondre l'or marocain et le mitqâl-or est remplacé, en 1760, par un autre mitqâl, en argent (4).

A ce moment cependant, le sultan Moulay Mohanmed ben Abdellah fait frapper une nouvelle monnaie d'or dont les pièces sont appelées « bendakis » (sequins de Venise) ; leur valeur est fixée à 20 ouquias, soit 2 mitqâls (5). Ces bendakis, très rares, sont vite thésaurisés et disparaissent aussi de la circulation.

(1) Henry de la Martinière, p. 170, Souvenirs du Maroc, Paris 1919

(2) Michaux Bellaire, Arch. Maroc, Tome XI, fasc. II, p. 246, l'Organisation des Finances au Maroc.

(3) Michaux Bellaire, Arch. Maroc, Tome XI, fasc. II, p. 205.

(4) Michaux Bellaire, Arch. Maroc, Tome XVII, p. 34.

(5) Rapport Parmentier, p. 66.

Une nouvelle tentative est faite pour restaurer la monnaie d'or. En 1868, le sultan Moulay Abd er Rahman, fait frapper de nouvelles pièces ; « Demi-bendakis », « bendakis » et « double-bendakis » dont la valeur est respectivement fixée à 1, 2 et 4 mitqâls. Mais bien vite encore cette monnaie d'or devient très rare ; on l'échange contre de l'argent à un taux plus élevé que son taux primitif; on voit, en effet, le bendaki valoir 8 mitqâls au lieu de 2, puis il disparaît.

Chose curieuse, la monnaie que le Maghzen jette sur le marché est imitée par une tribu dont c'est la principale industrie : les Beni-bou-Zra, en effet, en fabriquent par le procédé du moulage, avec une telle perfection qu'il faut un œil exercé pour la reconnaître et qu'elle finit par avoir cours dans la tribu des R'mara concurrement avec celle du Sultan (1).

En tout cas, bonne et fausse monnaies disparaissent rapidement et il ne faut pas s'étonner de trouver dans l'annuaire du Maroc de 1908, la mention suivante : Monnaie d'or : néant (2).

Il y a en effet beau temps qu'il n'en existe plus, tout au moins en espèces musulmanes, et les rares pièces que l'on voit sont montées en bracelets et en parures.

§ 2. — *Monnaie d'argent.* — La monnaie d'argent est, à l'origine, représentée par deux espèces :

L'ouquia (once) et la mouzouna.

L'ouquia est la 10^e partie du mitqâl, la mouzouna le quart de l'ouquia, soit la 40^e partie du mitqâl : elle a été créée en l'an 1600 de notre ère, par le sultan Ahmed Mansour Es-Saadine, pour faciliter les transactions (3).

(1) Mouliéras, Tome I, p. 288.

(2) Annuaire du Maroc, 1908, p. 67.

(3) Parmentier, p. 65.

Comme la monnaie d'or, la monnaie d'argent est altérée, fondue et thésaurisée, si bien qu'elle finit par disparaître. Au 18^e siècle, la circulation ne comprend plus que quelques rares ouquias ; (1) quant à la mouzouna, sa valeur réelle d'argent étant supérieure à sa valeur représentative, il n'est pas étonnant qu'elle ait disparu.

A côté de l'ouquia et de la mouzouna, il faut citer le mitqâl-argent qui fait son apparition en 1760 ; il pèse d'abord 28 grammes, et remplace le mitqâl-or ; il en a, au début, la même valeur théorique et comme lui vaut 10 onces ; mais, faute d'un pivot-or, sa dépréciation est très rapide.

§ 3. — *Monnaie de bronze.* — L'unité monétaire de bronze est le fels (pluriels flous) ; il y en a 6 par mouzouna, mais il y en a eu d'abord 48, puis 24 à la mouzouna (2). Les flous sont de trois sortes :

1 pièce de 1 fels appelée zalaghi.

1 pièce de 4 flous (arbaâ flous).

1 pièce, plus petite, de 8 flous (tmaniaflous)

Cette terminologie est assez curieuse, car, à s'en tenir aux mots, la plus petite pièce vaudrait le double de la plus grande, tmania signifiant : huit et arbaa, quatre. Nous trouvons cependant dans les Archives Marocaines, l'explication de cette anomalie : « La raison provient, dit M. Michaux-Bellaire, de « ce qu'autrefois, la mouzouna comprenait 48 flous qui étaient « représentés par 6 pièce de 8 flous chacune. Lorsque Moulay « Er Rachid décida que la mouzouna ne comprendrait plus « que 24 flous, cette mouzouna fut représentée par 3 pièces de « huit flous. La mouzouna ayant fini par ne plus comprendre

(1) Michaux Bellaire, Arch Maroc, Tome XI, fasc. II, p. 206

(2) Michaux Bellaire, Arch. Maroc, Tome XXIV, p. 81.

« que 6 flous, elle continua à être représentée par 3 pièces qui
« ne valaient que 2 flous chacune, tout en conservant la déno-
« mination de tmania flous (8 flous). C'est Moulay El Hassan
« qui fit frapper ou plutôt fondre, car les flous sont fondus, les
« pièces de 4 flous qui prirent le nom de arbaâ flous, conforme
« à leur valeur, tandis que la petite pièce, qui valait autrefois
« 8 flous et qui n'en vaut plus aujourd'hui que 2, a conservé
« son ancienne dénomination de tmania flous, (8 flous) quoique
« sa valeur ne soit plus que le quart de cette somme ». (1)

Malgré leur peu de valeur, ces flous, comme la monnaie d'or et d'argent, sont vite imités. Les Beni-Saïd en font à plusieurs reprises sous le règne de Moulay-Hassan mais, si grossièrement, que la supercherie est rapidement dévoilée (2).

En définitive, toutes les monnaies d'or (bendakis, demi-bendakis, double-bendakis), les monnaies d'argent (mitqâls, ouquias, mouzounas) finissent par n'être plus que des monnaies fictives, de simples appellations qui se prêtent à de nombreuses combinaisons (3) et seuls les flous subsistent.

§ 4. — *Monnaie espagnole.* — Tant que le Maroc reste fermé à tout commerce avec l'étranger, sa monnaie se maintient à son taux (sous réserve, bien entendu, des altérations qu'elle subit) ; mais, du jour où il entre en relations avec les puissances européennes, sa monnaie se déprécie très rapidement ; en effet, la monnaie du pays ne repose plus sur un étalon d'or disparu depuis longtemps ; et, tandis que l'argent diminue de valeur, l'or, en raison du développement des tran-

(1) Michaux Bellaire, Arch. Maroc, Tome XI, fasc. II, p. 203

(2) Moulières, Tome I, p. 248.

(3) Lombard, p. 26, La Banque d'État du Maroc, thèse Montpellier 1911.

sactions commerciales, est de plus en plus recherché, car il constitue le seul moyen de remise effective pour le commerce avec l'étranger (1).

« La Guerre de 1844, dit M. Goulven, a consommé la ruine de la monnaie indigène (2). » Certes, depuis cette date environ, les relations avec l'Europe augmentent et la valeur de la monnaie diminue, amenant ainsi un appauvrissement progressif du pays (3). En réalité, les monnaies étrangères n'ont pas attendu le 19^e siècle pour s'introduire au Maroc, la monnaie espagnole notamment. Le voisinage de l'Espagne, les relations de celle-ci avec les Maures expliquent le rôle qu'elle a pu jouer. Sa situation n'est pas seulement une situation de fait ; elle est également consacrée en droit par de nombreux firmans, par des traités de commerce, par des actes du Corps Diplomatique de Tanger (4).

Nous verrons dans le second chapitre de cet exposé que sa situation s'est fortifiée encore après 1881 et qu'elle est officiellement reconnue.

§ 5. — *Monnaie française.* — En dehors de la monnaie espagnole qui pénètre surtout dans le Maroc occidental, circule la monnaie française, mais dans le Maroc oriental ; dans cette région nos pièces s'introduisent dès 1845 et les rapports commerciaux en rendent l'usage courant (5). A certains endroits mêmes, en raison de la proximité de la frontière algérienne, notre monnaie d'or et d'argent fait prime sur les pièces

(1) Parmentier, p. 66.

(2) Goulven, Tome II, p. 224, Traité d'économie et de Législation Marocaines, Paris 1921.

(3) Abdesselem Taleb p. 133.

(4) Jaeger, p. 14, La Banque d'État du Maroc, thèse Paris 1911.

(5) H. Lorient, p. 149, Revue d'Économie Politique, mars 1920. Le régime monétaire du Maroc et la crise du hassani.

espagnoles et chérifiennes, par exemple, sur le territoire de Trifa (1).

Enfin, à côté de l'argent marocain, espagnol ou français, il semble qu'il y ait eu d'autres monnaies, car on se soucie peu de leur origine ; chez les Beni-Saïd, dit encore Mouliéras, on prend tout ; pièces d'argent, d'or, de bronze, pièces fausses et on les préfère encore aux monnaies chérifiennes (2).

§ 6. — *Le change.* — Au contact des monnaies étrangères, l'argent marocain diminue de valeur ; le douro espagnol ne cesse au contraire de gagner du terrain ; on peut aisément se rendre compte de ce qu'il vaut sous la dynastie des Filala :

Sous le règne de Moulay Er Raschid, au 17^e siècle, (2^e siècle de l'hégire) le douro vaut 5 onces 1/2, soit un peu plus de la moitié du mitqâl ; à la fin du même siècle, sous le règne de Moulay Ismaël, et au commencement du 18^e siècle, sous Moulay Abdallah, il vaut 7 onces 1/2 ; en 1767, sous le règne de Mohammed ben Abdallah, 9 onces ; au commencement du 19^e siècle, sous Moulay Sliman, 10 onces, ou 1 mitqâl. Son ascension ne s'arrête pas là ; on le retrouve à 16 onces en 1845 (1261 de l'hégire) sous le règne de Moulay Abderrahman ; au même moment, l'écu français est coté 15 onces soit 1 mitqâl 1/2. Les Marocains distinguent en effet :

a) Le Rial el Kébir, la piastre forte espagnole « au canon » qui vaut 16 onces ;

b) Et le Rial el Ceghir ou « Bou Chitaba » (au balai à cause des fleurs de lis que les indigènes prennent pour des balais de palmier nain), la piastre française qui vaut 15 onces (3).

(1 et 2) Mouliéras, Tome I, p. 176, et p. 135.

(3) Michaux Bellaire, Tome XI, fasc II, p. 201.

En 1290 de l'hégire, moins de 30 ans après, sous le règne de Sidi-Mohammed ben Abderrahman, le douro espagnol passe de 16 onces à 35 ; 20 ans après, sous Moulay el Hassan, en 1310 de l'hégire, il vaut 14 mitqâls en moyenne (140 onces), et ce taux devient officiel sous Moulay Abdelaziz.

Cette dépréciation ne va pas sans frapper les esprits ; les sultans s'inquiètent de la perte que la population entière supporte et ils s'efforcent de la diminuer par des mesures dont l'inefficacité est telle que le mitqâl finit par perdre 1700 % de sa valeur (1).

Le sultan Moulay Abd Rahman essaye en 1852 (1268 de l'hégire) d'arrêter la hausse du douro et en fixe le cours à 20 onces pour le douro espagnol et 19 onces pour le douro français (2).

Il donne en outre, l'ordre à ses gouverneurs de punir très sévèrement tous ceux qui contreviennent à son édit.

Le résultat est nul et, en 1285 de l'hégire, le Sultan Moulay Hassan fait une autre tentative qui ne réussit pas plus ; neuf ans plus tard, le douro, très rare à Marrakech et Fez, y vaut respectivement 63 et 53 onces (3). Les spéculateurs font voyager le mitqâl d'une place à l'autre, réalisant de gros bénéfices et une grande disette de monnaie divisionnaire s'ensuit. Moulay Hassan taxe à nouveau le douro ; il en fixe la valeur à 3 mitqâls 1/4, mais la piastre forte d'Espagne cote alors 4 mitqâls et l'opération n'aboutit pas ; au contraire, le douro vaut bientôt 60 onces (4). Cette tentative n'a qu'un résultat : les marchands refusent de vendre, au taux fixé, les marchandises

(1) Goulven 'p. 223, note.

(2) Parmentier, p. 66.

(3) Kitab et Istiqqa (traduc Fumey) p. 317, arch. Maroc, Tome II.

(4) Parmentier, p. 67.

acquises beaucoup plus cher ; devant cette espèce de grève, il faut céder et la dépréciation s'accroît. A ce moment d'ailleurs, comme nous l'avons dit plus haut, l'emploi des unités monétaires musulmanes, ouquias et mitqâls est devenu à peu près fictif, limité à certaines opérations du Maghzen et à quelques comptes entre indigènes ; le mitqâl n'est plus alors qu'une unité de compte comme le mark-banco, et ne répondant plus à aucune unité réelle, il finit par être abandonné (1).

(1) Jeager, p. 14.

CHAPITRE II

RÉFORME DE 1881

Cependant avec le douro à 140 onces, la situation est sérieuse ; il faut s'en occuper et opérer une refonte complète du système, sous peine de ne plus avoir dans le pays que des espèces étrangères, surtout espagnoles. La réforme a lieu en 1881.

§ 1. — *La monnaie d'argent.* — Le Sultan Moulay Hassan prend à cette date (1299 de l'hégire) la décision de faire frapper une nouvelle monnaie d'argent (à laquelle par la suite son nom est attaché et qui est appelée : monnaie hassania, d'Hassan). Cette monnaie est frappée sur le type des douros espagnols, c'est-à-dire à un poids assez élevé (1).

Désignation	Poids	Métal fin	Titre
Rial ou douro ..	29 gr. 116	26 gr. 204	900/1000
1/2 —	14 gr. 558	12 gr. 155	
1/4 — ou robaa ..	7 gr. 279	6 gr. 077	835/1000
1/10 — ou dirhem ..	2 gr. 911	2 gr. 43	
1/20 — ou billioum ou guerch .	1 gr. 455	1 gr. 215	

La nouvelle monnaie emprunte également sa terminologie aux pièces espagnoles : le douro est appelé aussi rial, de réal de vellon qui donne billioun appliqué aux plus petites pièces (2).

Il est assez difficile de savoir où ces frappes sont faites. Ce-

(1) Lorient, Revue d'Économie Politique, p. 149.

(2) Goulven, Tome II, p. 224.

pendant, on retrouve, au Contrôle de la Dette (1), la trace de certains contrats passés sous le règne de Moulay-Hassan :

1^o Le 24 juin 1881 avec MM. Demachy, Flessières, Allard et C^{ie} pour la frappe de 20.000.000 P. H.

2^o Le 20 avril 1891 avec M. Gaiffe pour la frappe de 20.000.000 P. H. encore.

3^o Le 18 janvier 1892 avec le même pour la fonte et la conversion de vieux dirhems qui auraient produit environ 1.500.000 P. H. Soit pour le règne de Moulay Hassan, un total de 41.500.000 P. H. dont une partie sort de l'Hôtel des Monnaies de Paris (2).

On en fait frapper également à l'Hôtel des Monnaies de Berlin, et l'on installe dans les locaux de la « Makina » de Fez des coins pour fabriquer sur place le numéraire. Ces émissions procurent au Trésor des bénéfices appréciables à cause de la différence entre la valeur représentative des pièces et leur valeur réelle. A l'instar des rois de France, le Sultan Abdel Aziz abuse de ce procédé (3) espérant y trouver une source inépuisable de richesses.

Le système inauguré par Moulay Hassan, copié sur le système espagnol, est basé sur le douro, partagé en $1/2$, $1/4$, $1/10$ et $1/20$ de douro, et ce douro, de 29 grammes 116 a la même valeur que son correspondant espagnol qui ne pèse que 25 grammes (4). Dès le début, il est donc déprécié ; en effet, la différence de poids eut dû permettre d'obtenir 116 $1/2$ pesetas espagnoles pour 100 P. H. (5).

(1) Parmentier, p. 69.

(2) Annuaire du Maroc, 1908, p. 68.

(3) Lorient, p. 150.

(4) Annuaire économique et Financier 1917, p. 168.

(5) Revue financière du temps 28-11-1904, cité par Bonnet p. 18 en note. Le problème Marocain et la Banque d'État au Maroc — Thèse Toulouse 1912.

D'autre part, cette origine identique des douros espagnol et marocain amène la subdivision en cinq pesetas, bien qu'il n'ait jamais existé de pièce marocaine représentant cette valeur; la peseta est donc une monnaie de compte (1); avec celles que nous avons déjà dans l'ancien système monétaire (mitqâl et ouquia) et qui se sont maintenues, il y a alors trois monnaies de compte qui se gênent mutuellement.

Voici d'après le capitaine Erkman, qui fut instructeur d'artillerie auprès du Sultan Moulay Hassan, la liste des monnaies à ce moment (2) :

Les monnaies d'argent sont :

« a) La pièce de 5 francs française appelée « réal » ;

« b) La pièce de 5 francs espagnole appelée « réal bou med-fa » (réal aux canons parce que l'on prend les colonnes qui y sont figurées pour des canons).

« c) La piécette espagnole ;

« d) Une pièce d'argent ayant la forme d'un carré à côtés « courbes, appelée sebaïa ;

« e) La 1/2 sebaïa ;

« Les monnaies de cuivre sont aux nombre de onze, sans « compter les pièces fausses fabriquées dans le Sous ».

On voit qu'il y a au Maroc, à cette époque, un assez grand nombre de pièces dont beaucoup sont étrangères. De Foucauld rapporte d'ailleurs qu'à ce moment il n'y existe aucun système monétaire uniforme (3).

Sous Abdel Aziz, qui succède à Moulay Hassan, les frappes continuent ; elles sont même exagérées (4), dépassant de beau-

(1) Goulven, Tome II, p. 225.

(2) G. Louis, Vigie Marocaine du 16-3-20.

(3) Jeager, p. 15.

(4) Rapport de la Banque d'État du Maroc 1920, p. 10.

coup les besoins du pays, et, entraînent une dépréciation sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir. On a pu retrouver trace de plusieurs contrats (1) :

1^o En 1896, avec une compagnie berlinoise pour la frappe d'environ 6.000.000 P. H.

2^o En 1897, avec M. Gaiffe pour la refonte d'anciennes pièces (piastres et demi-piastres espagnoles, dirhems) qui donnent environ 2.000.000 P. H.

3^o En 1920, avec M. Gautsch pour une somme d'environ 16.000.000 P. H.

4^o En 1903, avec :

a) Yahn et Toledano C ^{ie} Marocaine,	
pour.....	18.000.000 P.H.
b) Moses Pariente.....	16.000.000 P.H.
c) Braunschwing et C ^{ie}	5.500.000 P.H.
(qui sont frappés à la Monnaie de Ber-	
lin (2), au total.....	63.500.000 P.H.
avec celles de Moulay Hassan.....	41.500.000 P.H.

Soit..... 105.000.000 P.H.
environ.

Mais ces pièces n'ont plus le même poids ni le même titre que sous le règne de Moulay Hassan (3). Elles sont frappées au même poids et au même titre que celles de l'Union Latine (4) à partir de 1901.

(1) Parmentier, p. 68-70.

(2) P. Vigier Intérêts Marocains du 5-12-1919, p. 129.

(3) Lorient, p. 149.

(4) Goulven, Tome II, p. 225.

Désignation	Poids	Métal fin	Titre
Rial.....	25 gr. »	22 gr. 50	900/1000
1/2 —	12 gr. 50	10 gr. 437	835/1000
1/4 — ou robaa..	6 gr. 25	5 gr. 218	
1/10 — ou dirhem.	2 gr. 50	2 gr. 087	
1/20 — ou guerch. ou billioum	1 gr. 25	1 gr. 043	

Cette nouvelle monnaie est appelée monnaie azizi du nom du Sultan qui la fait frapper, et, plus tard, entre elle et la monnaie hassani, qui est plus lourde, un change s'établit : il s'en établit également entre les monnaies hassani et azizi et celles qui sont frappées sous les Sultans Moulay Hafid et Moulay Youssef. On évalue à 150.000.000 de pesetas le total de toutes les frappes (1).

§ 2. — *La monnaie de bronze.* — La monnaie de bronze subsiste sans changement, jusqu'à Abd el Aziz. En 1903, celui-ci fait frapper en France, en Angleterre et en Allemagne, de la monnaie de bronze destinée à remplacer les anciens flous (2). Il y en a 4 types, marqués 1, 2, 5, 10. Les indigènes l'adaptent immédiatement à leur système monétaire (3) et :

La pièce 1 fut appelée mouzouna,

La pièce 2 fut appelée oujein.

La pièce 3 fut appelée khasnsaoujour,

La pièce 10 fut appelée achraoujou.

Cette façon de procéder va à l'encontre du but cherché, qui est d'imposer le système décimal. En effet, elle entraîne pour

(1) Bulletin de l'Afrique française, décembre 1919.

(2) Michaux Bellaire, Tome XI, fasc II, p. 218.

(3) Abdesslem Taleb, p. 137.

cette monnaie une dépréciation considérable, sur laquelle nous reviendrons.

§ 3. — *La monnaie espagnole.* — La situation de la monnaie espagnole, déjà très importante puisque la réforme de Moulay Hassan a pour cause l'envahissement de ses douros et de ses réaux. se fortifie encore. Elle est maintenant reconnue officiellement :

a) Par la convention de Madrid et le règlement signé à Tanger le 30 mars 1881 ; pour établir le tarif des impôts agricoles, le Corps Diplomatique et le Ministre des Affaires Indigènes du Sultan, laissant de côté les unités mulsumanes, se servent uniquement de la monnaie espagnole (1).

b) Par le règlement concernant le droit de porte, signé à Tanger le 2 juin 1886 par Si Abd el Krim Brishka, délégué du Maghzen, et les représentants des puissances ; le règlement reconnaît officiellement le douro espagnol et, dans son article 5, stipule que les droits sont payables, au choix de celui qui les acquitte, en monnaie espagnole ou hassani.

c) Par la proclamation de 1898 qui prescrit aux populations marocaines de la recevoir sous des peines sévères (2).

Nous verrons par la suite que la Conférence d'Algésiras reconnaît cette prépondérance de la monnaie espagnole et lui fait dans le nouveau statut, une place importante.

§ 4. — *La monnaie française.* — Elle continue à pénétrer au Maroc, aidée d'une part par la proximité de l'Algérie, sur la frontière orientale, et d'autre part par les efforts des banques françaises et des commerçants installés sur la côte depuis 1897,

(1) Parmentier, p. 1 et 2.

(2) Tardieu, p. 229, Note 3.

qui s'en servent couramment (1). Elle vient au deuxième rang des monnaies, après celle de l'Espagne et avant celle de S. M. Chérifienne, tout au moins dans les tribus du Rif (2).

§ 5. — *Le change.* — Les monnaies marocaines sont, de tout temps, l'objet d'un change actif qui se manifeste pour chacune d'entre elles, or, argent, bronze, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

1^o *A l'intérieur.* — Le Change continue entre les espèces réelles nouvelles et les espèces anciennes qui n'existent plus dans la circulation, mais dont l'appellation subsiste et les services du Maghzen s'efforcent de maintenir cet état de choses, essentiellement opposé à l'esprit de la réforme tentée par le Sultan Moulay Hassan. En effet, par une anomalie singulière et qui trouve son explication dans le bénéfice qu'ils tirent de l'opération, ils continuent à compter en mitqâl auquel ils fixent une valeur différente suivant qu'ils sont chargés de payer ou d'encaisser.

Tantôt il en faut 14 pour faire un douro (c'est d'ailleurs le taux réel de l'époque), tantôt il n'en faut que 3 1/4 (3), (selon l'édit de 1877). Ce procédé qui consiste à exiger du public plus que ce qu'il a à payer, doit semble-il-t enrichir le trésor Chérifien. Il n'en est rien cependant ; les fonctionnaires s'approprient et partagent entre eux cette différence prélevée sur l'indigène qui paye trois fois l'impôt (4).

Pour la monnaie de bronze, il se produit également un phénomène assez curieux. Nous avons vu qu'après la frappe en

(1) Rapp. Calary de la Mazière, p. 40.

(2) Mouliéras, Tome I, p. 115.

(3) Parmentier, p. 68.

(4) Abdesselem Taleb, p. 139.

1903, d'Abd el Aziz, les indigènes attribuent à la nouvelle monnaie marquée 1, 2, 5, 10 des appellations qui la font immédiatement entrer dans le système monétaire du pays ; une dépréciation considérable aussitôt s'ensuit, due encore en partie aux services administratifs. Au lieu d'obtenir, pour un douro, 500 pièces marquées 1, il en faut (à 14 mitqâls le douro) 560 d'où perte immédiate au change entre espèces d'argent et espèces de bronze, de 12 % (1).

Les spéculateurs s'en mêlent ; profitant de ce que la valeur du douro-argent (14 mitqâls) est différente suivant les places, de celle du douro-cuivre (à Fez 15 /16 mitqâls, dans les ports 18), ils font voyager les espèces de cuivre ; il s'ensuit une grande disette à l'intérieur et dans les ports, et un encombrement très grand sur le marché de Fez ; c'est une cause nouvelle de dépréciation et la pièce de 10 mouzounas n'en vaut plus que 5, au lieu de 560, c'est 1.120 que l'on exige par douro ; cette monnaie perd donc bien vite 112 % au change, aussi est-elle refusée dans les campagnes et à Tanger

2° *A l'extérieur.* — Cependant, la réforme a une influence salubre ; au lieu de perdre, par rapport au douro espagnol, le douro marocain circule avec la même valeur (2) sans que les populations fassent, entre les deux, la moindre différence (3).

L'assimilation de la nouvelle monnaie à l'étalon espagnol lui permet de trouver ce qui lui manque, un pivot-or (4) ; c'est un gros avantage, en raison de la disparition remontant déjà loin, de toute monnaie d'or . Mais cet avantage ne va pas

(1) Michaux-Bellaire, Tome XI, fasc. II, p. 200.

(2) Annuaire Économique et Financier 1917, p. 168.

(3) Nous avons vu cependant que le douro marocain eût du valoir plus que le douro espagnol.

(4) Michaux Bellaire, France-Maroc, mars 1918, p. 78.

sans une sérieuse contre-partie. Le Maroc subit le contre-coup des événements qui influent sur le sort du change espagnol : il suit en effet, les cours de Madrid (1), il varie avec ceux de cette ville, suivant les demandes et les offres en devises espagnoles, des différentes places (2).

Il est d'ailleurs aisé de s'en rendre compte ; au moment où l'Espagne est engagée dans la guerre pour Cuba, son change baisse et par contre-coup l'argent marocain lié par la similitude du nom, se déprécie (3) :

On peut en suivre la chute :

En 1891 l'argent espagnol est au pair,

En 1892 la perte est de 2 %,

En 1893 — 5 %,

En 1894 — 9 %,

En 1895 — 15 %,

En 1896 — 20 %,

En 1897 — 25 %.

La guerre hispano-américaine, en 1898, augmente cette perte qui, à la fin des hostilités est ramenée à 30 %. A partir de ce moment et jusqu'en 1902, les monnaies espagnoles et marocaines (qui ne s'écartent pas de plus de 2/3 de points) se déprécient de plus en plus.

En 1899 la perte est de 32 1/2 %.

En 1900 — 32 %.

En 1901 — 39 %.

En 1902 — 37 %.

(1) Rapport Calary de Lamazière 1920, p. 40

(2) Lombard, p. 34.

(3) Mouliéras, Tome II, p. 658.

Mais ce cours sensiblement égal ne se maintient pas au delà de 1903 et cette année marque la séparation entre les devises.(1)

En effet on cote :	argent espagnol	marocain
En 1903.....	135 /137	158
» 1904.....	140 /135	148 /175
» 1905.....	133 /128	156 /185
» 1906.....		157 /192
» 1907.....		156 /160

Quelles sont les causes de la dépréciation de la monnaie marocaine à partir de 1903 ? Il semble que cette dépréciation soit due : à la surabondance, surtout.

En effet, jusqu'en 1903, le total des frappes est de 65 millions P. H. environ (2). Il n'y a pas surabondance à cause de la capacité d'absorption du Maroc ou la thésaurisation joue un grand rôle (3) et où l'on fond les pièces d'argent pour en faire des bijoux. Les frappes successives viennent donc remplacer dans la circulation ce que la thésaurisation et la fonte en retirent. Mais à partir de 1904, les frappes du Sultan Abd el Aziz, faites dans le but de se procurer des ressources gratuites, dépassent de beaucoup les besoins du pays en numéraire ; l'identité de valeur entre l'argent espagnol et l'argent marocain disparaît, le cours devient très instable, les variations importantes et brusques. Ces variations ne vont cependant pas jusqu'à donner à l'argent marocain la valeur du métal qu'il contient : d'une part, parce que malgré la surabondance, il n'y a jamais encombrement ; d'autre part, parce que le paiement des importations n'exigent pas l'exportation du hassani. Il se pro-

(1) Lombard, p. 33 et 120.

(2) Annuaire économique et financier 1917, p. 168.

(3) Parmentier, p. 5.

duit seulement un mouvement de va et vient du numéraire des ports à l'intérieur et inversement suivant les époques. Pour régler leurs importations, les indigènes trouvent des chèques or sur Paris ou Londres, auprès des maisons européennes installées sur la côte. Celles-ci sont de ce fait, dans l'obligation de tenir des comptes à la fois en francs, en hassani, en livres sterlings, et en pesetas espagnoles (1).

La dépréciation tient encore à deux causes :

L'état des récoltes, et la spéculation. Ainsi le change marocain est en 1904 et en 1905, années de mauvaises récoltes, à 165 % et 186 % respectivement. En 1906, l'année est meilleure, il redescend à 144 %, mais la spéculation lui fait faire des écarts considérables (2).

Sa dépréciation cause au commerce un préjudice considérable, et les puissances européennes, réunies en Conférence à Algésiras, sont amenées à s'en occuper.

(1) Bulletin du Comité de l'Afrique Française, décembre 1919 p. 324.

(2) Parmentier, p. 71.

DEUXIÈME PARTIE

La situation monétaire de la conférence d'Algésiras à la guerre (1907 à 1914)

A la conférence d'Algésiras en 1907, les puissances européennes qui, depuis longtemps, ont jeté leur dévolu sur le Maroc, se préoccupent de le doter d'un organisme chargé de mettre de l'ordre dans la situation monétaire.

Elles créent la Banque d'État du Maroc et bien vite, grâce aux efforts de cet établissement et à l'action pacificatrice du Protectorat, le change marocain se relève. A la veille de la guerre, la peseta hassani vaut déjà les $\frac{4}{5}$ du franc, puis, quand la hausse de l'argent se manifeste, elle fait un bond et rattrape le franc qu'elle finit par dépasser en 1919. Notre deuxième partie va retracer cette ascension, de 1907 à la déclaration de la guerre.

CHAPITRE I

La Banque d'Etat du Maroc

La Banque d'État du Maroc n'est pas un organisme spontanément issu des délibérations de la Conférence d'Algésiras. L'idée de la création d'une banque est en germe depuis longtemps et dès 1904, des démarches sont faites dans ce but par un consortium de Banques Françaises.

Le projet paraît prématuré au Sultan Mouley Abd el Aziz qui y voit, avec raison, un instrument plus politique qu'économique et diffère son acceptation. Son premier ministre, Abdesselam Tazi, dans une lettre adressée à M. St-René Taillandier, donne les raisons de ce refus. Cependant, malgré l'échec de la concession, le consortium obtient en matière de frappe de monnaies, un certain privilège dans l'art. 33 du contrat établi pour l'emprunt de 1904 ; s'appuyant sur la lettre du Cheikh Tazi, M. Delcassé prescrit à M. St-René Taillandier de reprendre les pourparlers en vue de la concession de la banque projetée (1). Mais, les pourparlers sont interrompus par les événements diplomatiques et l'accord signé à Paris, le 28 juin 1905, entre M. Rouvier et le Prince de Radolin, (accord qui a pour but de fixer le programme de la conférence d'Algésiras) reprend l'idée « d'une banque d'État avec privilège d'émission s'entremettant pour la frappe de la monnaie et devant procéder à l'assainissement de la situation » (2).

(1) Annuaire économique et financier 1920-21, p. 296.

(2) Tardieu, La Conférence d'Algésiras p. 224, Paris 1907.

Le projet vient donc en discussion à Algésiras et la lutte est assez vive. Les appétits de l'Allemagne, la situation commerciale de l'Angleterre, les titres spéciaux de la France et de l'Espagne rendent le problème complexe (1).

Deux thèses s'opposent :

D'une part, celle de la France, qui envisage la création de la banque à son profit (2), d'autre part, la thèse de l'Allemagne qui veut s'en servir contre nous ; la France tient à faire de la banque future un établissement strictement économique et à sauvegarder les droits du consortium des banques et ceux des porteurs de l'emprunt de 1904 ; l'Allemagne passe sous silence les droits acquis du consortium, le rôle joué par les établissements français qui font au Maroc 80 % des affaires de banque, le fait que l'emprunt de 1904 est pour ses 9/10 aux mains de l'épargne française et cherche à faire de l'organe nouveau un instrument de politique dirigé par le corps diplomatique.

Une autre question se pose également : celle de la monnaie espagnole. Elle suscite de nombreuses discussions dans lesquelles l'Allemagne cherche à dresser l'Espagne contre nous. M. Pérez Caballero s'appuie sur ce que la monnaie espagnole a, au Maroc, non seulement une situation de fait, mais encore des droits maintes fois reconnus ; il fait ressortir les avantages qu'en a tirés le Gouvernement Chérifien et après une intervention de M. Revoil, délégué français, M. de Tattenbach s'incline (3).

Il est convenu que la banque d'État sera chargée d'assainir

(3) Réginald Kann, *Le Protectorat Marocain*, p. 125, Paris 1921.

(1) Parmentier, p. 10.

(2) Tardieu, p. 229 note 3.

la monnaie (1) mais cette faculté est limitée par l'obligation de ne « point porter atteinte à la force libératoire de la monnaie espagnole au Maroc ».

§ 1. — *But assigné à la Banque.* — Le but assigné à la Banque d'État du Maroc est indiqué dans l'Acte Général de la Conférence d'Algésiras, au Chapitre III qui porte pour titre « Acte de Concession d'une Banque d'État » et comprend 28 articles, de 31 à 58 inclus. Ce chapitre traite de la durée de la banque, du rôle dont elle est chargée, de son fonctionnement, de la composition de son conseil d'Administration, de son capital et des parts attribuées aux puissances signataires. Nous n'en retiendrons que les articles qui se rapportent à notre sujet et que voici :

ART. 32. — La Banque, qui pourra exécuter toutes les opérations rentrant dans les attributions d'une banque, aura le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur, remboursables à présentation, ayant force libératoire dans les caisses publiques de l'Empire Marocain.

La Banque maintiendra pour le terme de deux ans, à compter de la date de son entrée en fonction, une encaisse au moins égale à la moitié de ses billets en circulation, et au moins égale au tiers, après cette période de deux ans révolue. Cette encaisse sera constituée pour au moins $1/3$ en or ou en monnaie d'or.

ART. 37. — La Banque prendra les mesures qu'elle jugera utiles pour assainir la situation monétaire du Maroc. La monnaie espagnole continuera à être admise à la circulation avec force libératoire. En conséquence, la Banque sera exclusive-

(1) G. Lebre, p. 77 note 2. De l'établissement du protectorat de la France au Maroc, Paris 1914. Thèse.

ment chargée de l'achat des métaux précieux, de la frappe, et de la refonte des monnaies ainsi que de toutes autres opérations monétaires qu'elle fera pour le compte et au profit du gouvernement marocain.

ART. 41. — ...L'importation et l'exportation des métaux et monnaies, destinées aux opérations de la banque seront autorisées et exemptes de tout droit.

ART. 42. — ...Il (le Haut Commissaire) contrôlera l'émission des billets de banque..., il devra signer chaque billet ou y apposer son sceau.

La Conférence d'Algésiras assigne donc à la Banque d'État un rôle bien défini en matière monétaire. Elle la charge d'assainir la situation ; cette obligation ne va pas sans un certain nombre de privilèges : la Banque, à l'exclusion de tout autre établissement financier, a le droit :

- 1^o d'acheter des métaux précieux ;
- 2^o de frapper et refondre les monnaies ;
- 3^o d'émettre des billets au porteur ;
- 4^o de faire toute opération monétaire quelle juge utile pour le compte et au profit du Gouvernement Marocain.

Cependant son pouvoir est limité :

1^o Le montant de ses billets en circulation ne doit pas dépasser trois fois celui de l'encaisse ;

2^o Cette encaisse doit être en or ou monnaie d'or pour un tiers (1). Et enfin restriction d'ordre général, elle doit ne pas porter atteinte à la force libératoire de la monnaie espagnole au Maroc.

Dès sa création la Banque d'État du Maroc se met à la tâche indiquée. Elle a pour cela deux moyens :

(1) Holtz. Traité de législation marocaine, Paris 1914, p. 328.

Soit, procéder à une frappe nouvelle de monnaie d'or et d'argent et à une émission de billets de banque ;

Soit, au contraire, surveiller le développement économique du pays et créer les moyens de change nécessaires, au fur et à mesure des besoins de la circulation.

Quelle solution adopte-t-elle ? Il est difficile d'affirmer quelle se cantonne dans la seconde (1). Ce qui est certain, c'est que dès les premiers jours, elle restreint l'action de la spéculation en se mettant à la disposition des commerçants pour leur procurer les devises dont ils ont besoin et dès 1907 le change évolue favorablement.

§ 2. — *Les frappes de la Banque d'État.* — Cependant la Banque ne commence à user de son privilège d'émission qu'en 1911 ; de 1905 à cette date, les frappes sont interrompues (2). Mais à partir de l'année 1911 la Banque d'État retire de la circulation, dans la mesure du possible, les vieux douros Hassani et avec du métal acheté, elle fait des frappes nombreuses, toutes réalisées par la monnaie de Paris, et dont voici le détail.

Années	Montant frappé avec	
	du métal*neuf P. H.	des vieilles monnaies lourdes refondues P. H.
1911	15.393.332,50	
1912	32.132.428,75	2.569.662,50
1913	18.381.170	860.000
1914	12.305.090	1.293.550

soit, pour le métal neuf, 78.212.021, P. H. 25

pour le tout un total de 82.935.233 P. H. 75 environ.

(1) Jeager, p. 191.

(2) Rapport de Lamazière, p. 41.

(3) H. Lorient, p. 152.

Elle fait en outre des frappes de monnaie de bronze pour : 371.500 P. H. en 1914 ; et 1.012 P. H. 60 en 1915 ; au total 372.512 P. H. 60 (1).

Ce billon est émis pour lutter contre le billon espagnol et français et remplacer, si possible, les fous. Mais il n'a pas de succès et circule très peu (2).

Les frappes laissent un bénéfice assez grand ; une partie de ce bénéfice (d'abord le 1/3, puis les deux tiers et finalement la totalité (3) sert à constituer un compte d'assainissement de la monnaie destinée à stabiliser les cours du Hassani.

Cette réserve figure dans le rapport de la Banque d'État du Maroc (4), à l'actif en 1913 pour 1.743.926,50 ; en 1914 pour 3.942.173,28 ; au passif 13.281.574,26 ; 18.098.773,16.

La Banque crée également des billets au porteur ; elle fabrique en 1910 des billets de banque hassani de 20 rials (soit 100 P. H.) pour un montant de : 10.600.000 P. H. dont 7.300.000 seulement émis jusqu'en 1915 ; puis en 1917, des billets de 4 rials. La moyenne des billets hassani en circulation est de :

Au 31 décembre 1910	58.100 P. H.
Au 31 décembre 1911	1.200.000
En juillet 1912	1.820.000
Au 31 décembre 1913	3.130.800
Au 31 décembre 1914	3.918.700 (5)

Comment expliquer que la Banque d'État ait émis un chiffre de billets insignifiant par rapport à celui de la monnaie métal-

(1) Annuaire financier et économique 1920-21, p. 292.

(2) Rapport Parmentier p. 87.

(3) Annuaire économique et financier 1917, p. 169.

(4) Rapport de la Banque d'État du Maroc 1920, p. 9 et 10.

(5) Intérêts Marocains du 5 décembre 1919, p. 130.

lique quelle met en circulation ? La Banque s'en explique elle-même dans son rapport de 1920 (1). « L'indigène, dit-elle, est resté jusqu'ici attaché à l'usage de la monnaie métallique et se montre plutôt réfractaire à celui du billet ; d'autre part, la population européenne, qui accepte volontiers le billet par habitude et préfère même ce signe fiduciaire pour sa commodité, n'a pas adopté franchement le billet de la Banque d'État.

La monnaie hassani et les billets en circulation de la Banque d'État du Maroc, n'ont ainsi jamais eu qu'un rôle spécial assez limité et pour ainsi dire localisé ».

Voilà semble-t-il la vraie raison. La Banque est impopulaire, c'est le mot que l'on trouve sous la plume de M. Perronne (2) dans son rapport sur la crise de 1919.

D'où vient cette hostilité contre le billet hassani ? pour l'indigène, l'hostilité tient de ce qu'il préfère au papier l'argent auquel il est habitué, qu'il peut thésauriser, qu'il peut convertir en bijoux, et chaque fois qu'il est en possession d'un billet de banque, il s'empresse de le dépenser pour ses propres besoins et d'échanger le surplus contre du numéraire indigène (3). Cette transformation, l'indigène l'a fait aussi bien qu'il s'agisse du billet franc ou du billet hassani (4).

Pour l'européen, qu'il soit venu de France ou d'Algérie, il apporte ses habitudes ; il a coutume d'user du billet de la Banque de France ou de celui de la Banque de l'Algérie et comme il trouve celui-ci en très grande abondance sur le marché Marocain, il l'emploie de préférence à celui de la Banque d'État parce que le premier est pour lui un signe monétaire familier.

(1) Page 28.

(2) Page 33.

(3) Rapport de la Banque d'État p. 32, 1920.

(4) Rapport de Lamazière, p. 41.

Le territoire marocain se trouve alors aux prises à nouveau avec deux monnaies, mais ce n'est plus contre l'espagnol que le Hassani va lutter, c'est contre le billet de la Banque de l'Algérie.

§ 3. — *Le change.* — La Banque d'État du Maroc sera en 1919-20, très violemment attaquée. Nous savons qu'elle est impopulaire et, cependant il faut reconnaître que dès 1907, elle fait beaucoup pour mettre de l'ordre dans la situation très troublée du Maroc. Elle parvient d'ailleurs à diminuer les fluctuations dans une proportion très sensible et grâce à un ensemble de circonstances heureuses, une hausse très marquée du cours de la peseta Hassani se manifeste (1).

Certes, ce relèvement du change n'est pas dû à sa seule gestion; il est la résultante de causes nombreuses et très diverses qui sont :

- 1^o l'action progressive de la pacification ;
- 2^o la balance commerciale favorable ;
- 3^o la hausse du prix de l'argent, à partir de 1917.

Tous ces facteurs, jouant ensemble, amènent le hassani à un niveau inconnu autrefois. Quant à la Banque d'État, devant l'impossibilité d'obtenir du jour au lendemain une stabilisation du cours du hassani à un taux favorable, elle s'emploie à atténuer l'ampleur des oscillations, à en diminuer la fréquence, servant ainsi de « régulateur et de modérateur du change ». Elle le fait, comme nous l'avons vu, par des frappes et par des émissions de billets au porteur.

A partir de 1907, le change ne cesse de se relever. Nous le voyons osciller successivement en :

(1) Holtz, p. 329.

1907	entre 168 & 147	(1)	PH	%	francs
1908	— 163 — 147			%	—
1909/10	— 154 — 143	(2)		%	—
1911	— 153 — 111	(3)		%	—
1912/13	— 125 — 120	(4)		%	—
1914	— 124 — 136	(5)		%	—

Le change est donc très favorable. Le hassani qui vaut à peine cinquante centimes en 1907, en vaut quatre-vingts en 1914, et va se maintenir à ce taux pendant longtemps.

(1) Rapport de la Banque d'État 1910.

(2) Lombard, p. 120.

(3) Rapport Parmentier, p. 36.

(4) Bulletin du Comité de l'Afrique Française, décembre 1919 p. 324.

(5) Le taux moyen est de 128,75 d'après la Revue Marocaine, p. 104 N° 21 du 4 avril 1914.

CHAPITRE II

LA BANQUE DE L'ALGÉRIE AU MAROC

Il est curieux de constater que la Banque de l'Algérie qui n'a aucune existence légale au Maroc, ait pu s'y implanter de telle façon qu'elle a, non seulement concurrencée la Banque d'État du Maroc, mais bien failli la supplanter. Elle y a pris une influence sans cesse grandissante, à partir de 1911 et surtout de 1914 ; et, grâce aux besoins de numéraire du corps d'occupation et à l'appui tacite que lui donne le Gouvernement du Protectorat, elle y joue un rôle important.

Voici dans quelles circonstances elle fait son apparition dans le pays. A la suite des événements de 1907, le Trésor français reçoit pour le paiement de la solde du corps d'occupation, des écus de 5 francs qui, peu à peu, circulent à Casablanca et dans la Chaouia, d'abord faiblement, puis en bien plus grand nombre, quand, en 1911, les effectifs sont augmentés. C'est alors que la Banque de l'Algérie, débitrice du gouvernement français, propose à celui-ci de mettre à sa disposition, au Maroc, les sommes qu'elle lui doit, lui procurant ainsi les fonds nécessaires pour les dépenses militaires. Le Ministère des Affaires Étrangères refuse dans la crainte que cette introduction du billet de la Banque de l'Algérie ne favorise la concurrence à l'égard des billets de la Banque d'État et n'éveille les susceptibilités internationales. Le Ministère des Finances, qui soutient la Banque de l'Algérie, ne se tient pas pour battu ;

il fait valoir que cette mesure n'a qu'un but : remplacer les billets de la Banque de France au Maroc par ceux de la Banque de l'Algérie et il revient plusieurs fois à la charge jusqu'en 1914 ; à ce moment seulement, le Ministre des Affaires Étrangères s'incline. La Banque de l'Algérie tente également d'obtenir l'autorisation d'installer des succursales au Maroc dès 1912. Elle obtient des Affaires Étrangères une réponse officielle favorable, mais on lui signifie qu'il est plus opportun d'ajourner à une date indéterminée la création au Maroc des agences envisagées. C'est alors qu'elle décide de tourner la difficulté et sans aucun mystère, crée une filiale la « Banque Algero-Tunisienne pour le Commerce et l'Exportation », chargée de fournir au Trésor aux Armées des billets de la banque de l'Algérie et d'en répandre l'usage. La Banque de l'Algérie, désireuse d'étendre son action sur toute l'Afrique du Nord, profite des événements, aidée par le Trésor aux Armées et le Ministère des Finances.

Quant au Gouvernement du Protectorat, il assiste à la diffusion du billet algérien sans le combattre, enregistrant seulement les faits accomplis. Cependant, il contribue pour sa part à cette diffusion ; organisé en 1912, il adopte la monnaie française comme monnaie officielle (1) concurremment avec le hassani (2), donnant ainsi au billet de la Banque de l'Algérie le seul en circulation, une consécration quasi officielle ; cela explique que cet établissement ait pu lutter si vigoureusement contre la Banque d'État.

A combien peut-on évaluer le nombre de billets de la banque de l'Algérie introduits au Maroc ? Il est difficile de préciser mais ils sont au 31 mai 1915 de : 22.000.000, que le Trésor

(1) Rapport de Lamazière, p. 41.

(2) Annuaire économique et financier 1920-21, p. 294.

aux Armées s'est procuré ; il faut ajouter à ce chiffre les 27.478.000 (1) francs de billets de cet établissement, échangés contre des traites remises à la Banque Algero-Tunisienne soit au 31 mai 1915, un total de 49.478.000 francs.

Sur quoi sont gagés, au Maroc, ces billets algériens ? Quelle en est la contre-partie ? Il n'y en a aucune et c'est le pays qui semble commanditer la Banque qui aura en 1917 entre 150 et 200 millions de billets au Maroc. Devant ce total que représente le billet de la Banque de France ? A peu près rien. Il est drainé par les établissements de crédit pour lesquels il constitue un moyen de remise simple et sans frais sur la métropole et circule par conséquent très peu. La Banque de l'Algérie a toujours eu beaucoup de partisans. La commission interministérielle, réunie le 18 mars 1916, se prononcera, dans la suite, à la quasi-unanimité, pour l'extension du privilège de la Banque de l'Algérie au Maroc pour des raisons d'ordre politique plutôt que financier (2). La commission monétaire de 1915 avait déjà émis un vœu identique, disant que « sous réserve des accords nécessaires avec la Banque d'État du Maroc il convenait d'étendre à la zone française du Maroc le privilège d'émission de la Banque de l'Algérie (3). »

Que reproche-t-on à la Banque d'État du Maroc ? surtout d'être un organisme international, trop peu favorable à l'influence française. Il ne semble pas cependant que ce reproche soit fondé. En tout état de cause, grâce à l'appui tacite que la Banque de l'Algérie trouve dans les sphères gouvernementales, elle tend à prendre, au Maroc, une place de plus en plus grande.

(1) Rapport Parmentier, p. 40.

(2) Réginald Kann, p. 129.

(3) P. Vigier. Le Privilège d'émission Intérêts Marocains du 5 mars 1920, p. 178.

§ 1. — *Le Change Algéro-Français.* — Pendant longtemps, l'Algérie, comme le Maroc, a subi les effets d'un change généralement de 2 ou 3 points au-dessous de celui de la métropole et les frais qui en résultaient étaient supportés par le débiteur algérien ; à partir de 1900, cependant la situation économique de la colonie s'étant considérablement améliorée, la Banque de l'Algérie décide de fournir à la population des devises gratuites sur la France. Elle le fait à titre de simple pratique courante, de son propre gré, et, par suite elle est en droit de revenir sur la mesure qu'elle a créée le jour où elle le voudra. Il est d'ailleurs certain, qu'à moins de circonstances spéciales, c'est un retour en arrière dont elle s'abstiendra.

Dans quel sens doit-on entendre que le change est gratuit. Cela revient-il à dire que n'importe qui, en présentant à une caisse de la Banque un billet algérien de 1.000 francs, peut obtenir un billet de la Banque de France de la même valeur ? Assurément non, mais le débiteur algérien qui a besoin de devises pour la France, au lieu de subir une perte plus ou moins grande suivant l'état de la balance commerciale du pays, paie seulement un droit fixe de 0 fr. 50 pour chaque 1.000 francs qu'il a à expédier en France (il y a en outre une commission invariable de 75 centimes due pour les premiers 1.000 francs) ; Ce droit de 0 fr. 50 ‰ n'est qu'un simple frais de port, guère plus coûteux que la taxe que percevait avant la guerre un bureau de poste français pour transmettre la même somme d'un département à l'autre, ou d'une rue à l'autre de la même ville. C'est également le taux que doit payer le débiteur algérien qui s'adresse à la poste pour expédier une pareille somme en France. On se rend compte, facilement de l'avantage de ce système qui supprime les

fluctuations, évite de subir les conséquences d'une baisse du franc algérien sur le marché des changes, et permet de trouver à tout moment, quelle que soit l'importance des remises à faire, les sommes dont on a besoin, pour une redevance modique et invariable (1).

Comment l'Algérie est-elle parvenue à cette quasi-gratuite et à cette invariabilité du change ? C'est une question très peu connue et dont nous allons essayer d'expliquer le mécanisme.

Son origine remonte à 1878 environ, et la substitution du change fixe au change aléatoire précédent s'est faite sans bruit, sans proclamation d'aucune sorte, puisque, nous l'avons vu, la mesure qui l'introduit est une décision de la Banque de l'Algérie seule qui prend à sa charge la perte au change au lieu de la laisser supporter à l'importateur, coupable, somme toute, de l'endettement du pays.

En 1878, ayant à régler en Algérie de grosses dépenses publiques, les frais d'entretien de l'armée d'Afrique, des garanties d'intérêts à certaines compagnies de chemins de fer, le Trésor Français demande l'ouverture d'un compte pour effectuer ces paiements. A ce compte, le Trésor verse, par la suite, les sommes qu'il recueille sur place et qui viennent des recettes de l'Algérie, car celle-ci n'a pas de trésor propre et c'est le Trésor Français qui fait toutes les opérations pour elle.

Quant un particulier veut expédier 1.000 francs en France, il peut demander directement à la Banque de l'Algérie de le faire ou bien s'adresser pour cela à la poste. Il lui verse cette somme en billets algériens ; la poste les porte aussitôt à la

(1) B. Lavergne ; La Banque de l'Algérie Paris 1919.

Banque de l'Algérie et celle-ci en crédite le compte du Trésor. Le mandat-poste va en France ; son destinataire touche, en billets français, la somme indiquée et le ministère des Finances débite alors la Banque de l'Algérie du montant de ce qu'il a payé. Pour se libérer de cette dette, la Banque a deux moyens : payer, sur place, une dépense équivalente incombant à l'état français, ou donner au ministère des Finances le papier français, que, comme toutes les banques algériennes, elle rachète aux exportateurs algériens, mais invariablement au pair. Et périodiquement, en remettant à Paris le produit de l'encaissement du papier tiré sur la France, elle diminue d'autant son compte au Trésor.

Il peut arriver, cependant, que les remises à faire soient de beaucoup supérieures au papier collecté par la Banque ; dès lors, il semble qu'un change doive s'établir, entre les monnaies française et algérienne ? On y a paré en autorisant la Banque de l'Algérie à emprunter au Trésor français auquel elle paie alors un certain intérêt, dont le taux suit une progression et marque ainsi, par son élévation, la véritable perte au change que la Banque assume en se substituant, nous l'avons dit, à l'importateur lui-même. Le taux acquitté par la Banque ne commence que quand les prêts dépassent 20 millions : il est de 1 % entre 20 et 25 millions, ou 2 % entre 25 et 30 millions, de 2,5 % entre 30 et 60, etc, et atteint celui des bons du Trésor quand les prêts dépassent 125 millions. En résumé, l'opération du change indiquée plus haut, le Trésor français la fait lui-même, mais par l'intermédiaire de la Banque qui est l'organe centralisateur du mouvement, qui le gouverne et en est le bénéficiaire.

En outre, le Gouvernement français se fait consentir par la Banque de l'Algérie, des avances qui augmentent d'an-

née en année surtout depuis la guerre, et qui viennent compenser ce qu'il prête à l'Algérie. Voici le relevé des avances de l'établissement financier de la colonie tant au gouvernement français qu'aux protectorats tunisien et marocain. En regard de ces sommes, il faut porter l'avoir du Trésor public français, celui du Trésor public Tunisien et nous pourrions ainsi, une fois les compensations faites, juger de l'état des créances ou des dettes de la Banque de l'Algérie par rapport aux Trésors français et Tunisien. En millions de francs au 31 octobre de chaque année.

DATES 1	ACTIF	PASSIF		CRÉANCES	DETTES
	Avances à l'Etat, à la Tunisie, au Maroc 2	Avoir du Trésor public Français 3	Avoir du Trésor Tunisien 4	des Trésors français et Tunisien sur la Banque (3 + 4 - 2) 5	3 + 4 - 2 6
1878		8		8	
1880		10.1		10.1	
1885		25.3		25.3	
1890	1.9	14.3		12.4	
1895	1.5	30.1		28.6	
1900	4.3	36.9		32.6	
1905	4.3	59.1		54.8	
1910	4	76.2	16.1	88.3	
1911	4	86.8	35.8	118.6	
1912	6	138.3	34.3	166.6	
1913	6	137.4	28.5	159.9	
1914	6	22.5	17.2	33.7	
1915	81.1	33.2	24.4		23.6
1916	126.3	46.3	15.7		64.3
1917	166.3	38.2	7.6		120.5

Quels sont les avantages du système instauré ?

Ils sont d'abord très grands pour le commerce. L'Algérie se trouve ainsi, considérée non plus comme un pays étranger, mais bien comme faisant partie du territoire français lui-même: malgré, l'indépendance absolue des deux systèmes monétaires, les remises sont faites d'un pays sur l'autre avec une fixité

telle que jamais on n'a besoin de régler le solde en or. Ensuite, il y a là comme un frein destiné à arrêter les émissions excessives ; en effet, celles-ci ont ordinairement pour but d'amener une dépréciation du billet à l'étranger, une perte au change croissante à mesure que l'écart entre l'encaisse et la circulation fiduciaire s'accroît. Dans les relations entre la France et l'Algérie, cette dépréciation ne peut exister en raison de la gratuité et de l'invariabilité du change ; ou, du moins, cette perte au change n'est pas ressentie par le public lui-même, mais elle est supportée par la Banque d'émission, sous forme de majoration d'intérêts qu'elle paie au Trésor, et celle-ci s'efforcera, par suite, de réduire sa circulation.

En définitive, la Banque de l'Algérie loin d'être un établissement autonome, livré à son propre sort, et n'ayant à compter que sur lui-même, en cas de crise, est, au contraire, soutenue, par l'intermédiaire du Trésor Français, à la fois, par le Ministère des Finances, et par la Banque de France : le billet algérien en acquiert une plus grande force et nous verrons qu'après la crise de 1919 on cherchera à donner au billet Marocain ces deux assises si solides, en lui offrant de s'appuyer sur le Trésor français, par l'intermédiaire de la Banque de l'Algérie.

TROISIÈME PARTIE

La situation monétaire pendant la Guerre.

Pendant la guerre, la Maroc traverse des crises nombreuses ; comme dans la Métropole, il s'en produit une dès le mois d'août 1914, crise de quantité au cours de laquelle les banques sont assiégées par leurs déposants qui viennent réclamer leurs fonds.

Puis le hassani monte progressivement ; pendant les deux premières années, il se tiendra aux environs de 125 % mais ce taux cède devant la hausse progressive de l'argent et le hassani vaut successivement en 1917, 110, puis 100. La fin de la guerre le trouve à ce taux. Nous verrons dans la prochaine partie que, pendant la crise de 1919, il dépasse ce taux laissant loin derrière lui le franc qui n'a pas les moyens de soutenir une lutte dans laquelle il se présente sous la forme de papier, contre une monnaie métallique.

CHAPITRE 1

LA CRISE DE 1914

Dès avant la déclaration de mobilisation, la situation de la Banque d'Etat et celle des Etablissements installés au Maroc se trouve fortement compromise, par suite du remboursement que les déposants réclament.

Toutes les banques ont l'habitude de ne garder, au Maroc, qu'un stock de numéraire très restreint et d'envoyer leurs fonds dans la Métropole. Elles sont, dès lors, incapables de servir leurs déposants, et leur impuissance à satisfaire les demandes du public cause une panique à Casablanca (1). Le 1^{er} août, une délégation des établissements bancaires dépose au Consulat de France une note indiquant qu'ils ont dû payer, en deux jours, plus de deux millions de francs, qu'ils se trouvent dans l'impossibilité de répondre aux demandes de leurs déposants, car ceux-ci réclament, non pas des chèques sur Paris, mais des billets et du numéraire. Le stock de numéraire est insuffisant pour faire face aux besoins ; il faut, dit la note, prendre des mesures pour créer une circulation fiduciaire à la place de la circulation métallique et envisager l'établissement d'un moratorium, le tout, dans le plus bref délai possible, en raison des circonstances qui s'aggravent d'heure en heure.

Devant cette pétition, le Directeur général des Finances se rend à Casablanca et examine la situation des différents éta-

(1) Lorient, *Revue d'Économie Politique*, p. 156.

blissements. Une solution, la seule possible à ce moment en raison de la situation fâcheuse de la Banque d'Etat elle-même, est arrêtée. La Banque Algéro-Tunisienne remboursera aux déposants, 500 francs immédiatement et le reste en chèque sur Paris. Ce procédé ramène le calme et permet d'éviter une nouvelle crise au moment de la promulgation du moratorium (1).

On aurait pu, dit-on, s'adresser à la Banque d'Etat et lui demander de faire usage de son privilège d'émission. C'est une erreur; la crise est venue de ce que ce sont les déposants français qui demandent le remboursement de leurs dépôts. Leur offrir un billet de la Banque d'Etat, billet qui n'a jamais rencontré la faveur du public et particulièrement de la population européenne, est un palliatif insuffisant; sous la pression des événements ils l'auraient accepté, mais se seraient empressés d'aller en réclamer l'échange contre du numéraire. La Banque d'Etat, non protégée par le cours forcé, aurait vu fondre son stock en moins d'une journée. La solution adoptée est donc la seule possible; elle ne va pas d'ailleurs sans l'inconvénient que nous signalons : les coupures françaises sont présentées aux guichets de la Banque Algéro-Tunisienne à laquelle on réclame du métal. Spéculation ou nécessité, peu importe; il est seulement certain que la situation est, de ce fait, extrêmement dangereuse, et le Gouvernement du Protectorat se trouve dans l'obligation de promulguer un dahir qui punit de prison et d'amende ceux qui exigent un change entre espèces françaises et billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie; et, comme conséquence obligatoire de cette mesure, un autre dahir donnant cours légal et force libératoire à ces deux catégories de billets, jusqu'à nouvel ordre, et dans

(1) Parmentier, p. 52.

l'étendue du Protectorat pour les échanges et transactions en monnaies françaises (5 août 1914) (1).

Le Gouvernement du Protectorat, devant cette crise, se rend compte de l'importance qu'il y a à posséder sur place, une grande somme de numéraire pour faire face à toutes éventualités, et il demande par télégraphe, à la Banque d'Etat, de lui envoyer 5 millions en billets de la Banque de France. La Banque d'Etat ne peut faire immédiatement l'envoi demandé ; le Gouvernement s'adresse alors à la banque Algéro-Tunisienne qui la lui fournit, jetant ainsi sur le marché marocain une quantité d'environ 15 millions de francs, en billets (2). La Banque d'Etat envoie cependant au Gouvernement, vers le 8 août 1914, les 5 millions demandés en billets de la Banque de France.

Le dahir du 5 août 1914 sur le change entre monnaies françaises est bientôt suivi d'un autre dahir, du 11 septembre 1914, qui punit également d'amende et de prison tous ceux qui auront exigé un change entre monnaie hassani.

(1) Dahir du 5 août 1914 donnant cours légal et force libératoire dans la zone française du Protectorat aux billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie.

ART. UNIQUE. — Les billets de la Banque de France et ceux de la Banque d'Algérie ont, jusqu' à nouvel ordre, cours légal et force libératoire dans toute l'étendue de la zone française du Protectorat, pour toutes créances et transactions en monnaie française.

Dahir sur le change entre Monnaies Françaises.

ART. PREMIER. — Seront punis d'une peine d'emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder, la moitié de dommages et des restitutions dûes aux particuliers, sans pouvoir être inférieure à 50 F, ceux qui auraient exigé un change d'espèces françaises à billets ou coupures des Banques de France ou de l'Algérie ou de billets ou coupures des Banques de France ou de l'Algérie à espèces françaises, ou encore d'espèces françaises à espèces françaises,

ART. 2 — L'article 463 du Code Pénal Français s'applique aux infractions prévues par le présent Dahir. Le bénéfice de sursis à l'exécution de la peine ne sera jamais accordé en matière de condamnations à l'amende.

(2) Intérêts Marocains 5 avril 1919.

CHAPITRE II

ESSAI DE STABILISATION

La crise de 1914 résolue, le Gouvernement Marocain, loin de se laisser aller à un optimisme confiant, cherche un remède à la situation monétaire. A ce moment, la peseta hassani est au taux de 125. C'est le taux officieux en quelque sorte et qui remonte assez loin déjà, car le dahir du 1^{er} décembre 1913 qui fixe l'équivalence entre les espèces française et autres, donne :

à la peseta hassani, la valeur de : 0 fr. 80

à la peseta espagnole, la valeur de : 0 fr. 90

à la livre sterling, la valeur de : 25 fr. 25

Ce dahir n'a qu'un but : fixer la compétence des justices de paix, sans obliger à convertir en francs, pour chaque affaire et au cours du jour, les sommes qui font l'objet du litige. Il semble cependant qu'il n'ait pas été pris dans son véritable sens car on a cru qu'il avait pour but de déterminer les valeurs respectives des différentes monnaies. Le public, en effet, pense pouvoir s'acquitter, à son gré, des obligations dont il est tenu dans la monnaie dont le cours lui est, à ce moment, favorable. M. Berge, dans son livre sur la Justice au Maroc, signale ce fait et met au point le sens dans lequel il faut prendre la disposition du dahir du 1^{er} décembre 1913 (1).

Il n'y a rien d'étonnant, à notre avis, qu'on ait pu voir dans ce paragraphe une détermination du taux des monnaies, au

(1) Berge la Justice Française au Maroc, II^e partie, p. 324, Paris 1917.

moins en ce qui concerne les monnaies française et hassani ; la population européenne du Maroc n'est pas d'une culture moyenne très développée et il n'est pas dès lors impossible qu'elle prenne le dahir à la lettre, sans chercher à en pénétrer l'esprit. Cependant, instruit par cette expérience, le Gouvernement Marocain peut en éviter le retour ; il n'en fait rien et on retrouve, consacrées officiellement à nouveau dans le dahir du 11 mars 1915, relatif à l'enregistrement, les valeurs respectives du franc et de la peseta hassani (1).

Ce taux de 0,80 pour le hassani est celui qui semble être le plus couramment admis (2). Cependant, il n'est pas d'une fixité absolue, et il y a toujours un change qui n'est pas sans entraîner une spéculation endémique au Maroc. Les journaux publient tous les jours des tableaux de change afin de mettre en garde les européens contre les changeurs (3). Le Bulletin officiel du Gouvernement Chérifien, bien que très irrégulièrement, donne le cours des monnaies sur les différents marchés.

Cette instabilité perpétuelle qui cause au commerce un gros préjudice, amène le Gouvernement Marocain à soumettre la question à la Session des Comités des Etudes Economiques. Le rapport de M. Cousinery à ce sujet, demande, en raison des nombreux inconvénients créés aux importateurs par les fluctuations du change — fluctuations qui font que chaque opération de vente ou d'achat à terme se double d'une spéculation

(1) Dahir sur l'enregistrement.

... Art. 8 : il ne pourra être perçu moins de 0 fr 40 ou de O P. H50. pour les actes de mutations...

.. Titre VI, sect. I, actes subsidiaires.

.. 12^e — pour les sentences des pachas, 1 P.H. 25 ou 1 franc, etc.

(2) René Besnard et Aymard, p. 64, L'Œuvre Française au Maroc Paris 1914.

(3) Terrier et Lacharrière. — Pour réussir au Maroc, Paris 1918, p. 180.

tion — l'élimination du système monométalliste argent, la création de pièces de 25 H. P. en or qui fixerait définitivement le change de 125 % et une stabilisation rapide (1).

Un commission de spécialistes, réunie à Paris en 1916, et présidée par M. Arnauné, décide, pour des raisons d'ordre politique plutôt que financier, de soutenir le franc (2) et c'est dans le même sens, que s'est prononcée la commission de 1915 dont l'avis a été qu'il ne fallait plus frapper de hassani, mais, au contraire s'efforcer de le retirer petit à petit de la circulation (3).

Devant tous ces vœux que fait la Banque d'Etat ?

Elle continue, pour faire face aux besoins de la population, à frapper du hassani qu'elle jette sur le marché où il est très vite absorbé, d'autant plus vite que la guerre a raréfié le stock métallique français et que la métropole garde pour elle son numéraire. La Banque d'Etat fait frapper : (4)

En 1915 : 4.141.755 PH.

En 1917 : 11.303.407 PH.

En 1918 : 11.400.000 PH.

En 1919 : 19.887.905 PH.

ce qui donne avec les sommes frappées de 1911 à 1914 inclus un total de 126.575.087 P. H. (5)

La moyenne de ses billets en circulation est alors :

Au 31 décembre 1914 3.918.700 PH

— — — 1915 5.461.600 PH

(1) Bulletin officiel du Gouvernement Chérifien du 14-2-1916, p. 177

(2) Reginald Kann, p. 129.

(3) F. Pietri. France-Maroc, février 1918, p. 38.

(4) Rapport de la Banque d'État du Maroc 1920, p. 28.

(5) Bulletin du Comité de l'Afrique Française, novembre 1917, p. 314.

Au 31 décembre 1916.....	5.572.700PH
— — — 1917.....	4.043.580 PH
— — — 1918.....	4.457.220 PH
— — — 1919.....	2.537.320 PH

avec un maximum au 30 juin 1919 de 7.322.420 PH.

Cette circulation est encore insuffisante pour les besoins du pays qui exporte de plus en plus; cependant, de juin 1916 jusqu'en septembre 1917, il se produit une stabilisation des cours à 124 % qui influe favorablement sur la situation. Ce cours officiel est adopté par le Gouvernement du Protectorat depuis longtemps. Celui-ci, en Janvier 1917, exprime à la Banque d'Etat le désir que le hassani ne fut pas vendu au-dessus du cours de 124(1), il a un but très net: rendre confiance à l'indigène, le familiariser avec notre monnaie, couper court à l'agiotage et simplifier la comptabilité publique et privée (2). Il cherche également à neutraliser les effets de la loi de l'offre et de la demande en fixant le cours (3), comme on l'a fait en France pendant quatre ans pour la livre sterling.

C'est là peut-être une erreur dont on devait payer les frais, un jour ou l'autre, même si la hausse de l'argent n'était pas survenue. En effet, dès ce moment l'avantage est au hassani pour plusieurs raisons :

a) La balance commerciale est nettement créditrice, en raison des exportations faites sur la France ;

b) L'intendance fait, tant pour ses besoins locaux que pour ceux de la Métropole, des achats considérables aux indigènes, et ceux-ci n'acceptent en paiement, que le numéraire du pays.

c) Le pivot-or que possède le billet français s'effrite pro-

(1) Rapport de la Banque d'État 1920, p. 34.

(2) Reginald Kann, p. 129.

(3) Bulletin de l'Afrique Française, décembre 1919, p. 339.

gressivement devant l'abondance grandissante des émissions, entraînant une grosse perte pour le change français, perte dont le Marocain a d'ailleurs pleinement connaissance.

Le hassani devait donc se payer de plus en plus cher : monnaie métallique, de bon aloi, il devait rapidement être préféré au papier français que le cours forcé déprécie et ainsi le désir du Gouvernement Marocain apparaît comme imprudent. Le cours de 124 ne pouvait donc se maintenir et la hausse de l'argent qui se manifeste au cours de l'année 1917 va précipiter la crise.

CHAPITRE III

LA CRISE DE 1917

A partir du moment où le Gouvernement Marocain demande à la Banque d'Etat de ne plus vendre le hassani à un taux supérieur à 124, l'argent, dont la valeur ne cesse de s'accroître depuis 1914, vient créer des difficultés au Protectorat et amener une nouvelle hausse du numéraire indigène.

§ 1. *La Hausse de l'argent.* — Le prix du métal fin valait à Londres, le 1^{er} Juillet 1914 : 26 p. 1/8 ; sa hausse commence avec la déclaration de guerre et dès le 3 juillet l'once standard cote 31 p. 1/8 (1). L'ascension de l'argent ne devait pas s'arrêter là. En 1917, nous le retrouvons à des prix de plus en plus forts. Il cote au 1^{er} juin 39 p. 7/8. Le tableau suivant permet d'en suivre la marche, en 1917 (2).

MOIS	SEMAINES				MOYENNE
	Première	Deuxième	Troisième	Quatrième	
Juillet....	39 15/16	39	41	40 5/8	40 2/16
Août.....	41	»	44	46	44
Septembre	»	49 1/2	50	55	51
Octobre..	44 1/2	41 7/8	45 1/2	42 1/4	44 1/2
Novembre	43 3/4	»	46	43	44
Décembre.	42 3/4	42 7/8	43	43 1/4	43

A cette hausse, il faut ajouter la baisse inverse du franc, par

(1) Rapport de la Banque d'État du Maroc 1920, p. 35.

(2) Renseignements de l'Économiste français.

rapport à la livre sterling, ce qui rendait le métal fin encore plus cher pour la France.

Le kilogramme d'argent fin qui valait environ 100 francs en 1913 vaut en :

Juillet 1917..... 160 fr.

Août 1917..... 185 fr.

Septembre 1917..... 220 fr.

et il ne redescend qu'en octobre pour se stabiliser aux environs de 170 francs (1). Il se produit alors tout naturellement une fuite du métal frappé, fuite accentuée encore par le fait d'émissions très grandes qui ont beaucoup contribué à la dépréciation du franc. Au Maroc, comme ailleurs, l'argent monnayé se raréfie et tend à disparaître ; il se produit dès le début de 1917, une crise symptomatique rapidement enrayée ; en janvier, des demandes importantes dans la région de Tanger font hausser le hassani qui, au lieu d'être à 125 %, se trouve valoir entre 118 et 120 %. Les spéculateurs essaient de profiter de cet état de choses, et ne pouvant se livrer au commerce de l'argent en le transportant, ils ont recours à un autre subterfuge : ils versent à la poste de Casablanca une somme de 125 P.H. pour un mandat payable à Tanger ; avec les 125 P.H. qui lui sont remis, un compère obtenait environ 107 francs en achetant du franc sur la place de Tanger où le change est à 118 ; répétée un grand nombre de fois, l'opération finit par devenir fructueuse. Mais le procédé est vite connu, et il est rendu impossible, car on interdit l'envoi de hassani à Tanger, en numéraire ou par mandats poste, et le cours revient, vers le 17, à 123,75 % (2).

(1) Intérêts Marocains 20-12-19, p. 138.

(2) H. Lorient, p. 159.

§ 2. *La crise de septembre-octobre.* — Nous avons vu qu'au mois de septembre 1917, le prix de l'argent arrive à son maximum. Il est impossible, dès lors, que le hassani reste au même taux ; aussi, voit-on, à côté de la Banque qui continue sur le désir du Gouvernement à le vendre à 124, s'organiser un marché libre où l'on vend de la monnaie marocaine ; suivant les villes et les besoins (1), elle cote alors de 122 à 118. C'est pour le Protectorat et la Banque d'Etat un gros risque car des spéculateurs ne manquent pas, à nouveau de profiter des circonstances en achetant le hassani à 124 pour le fondre et le vendre en lingots, et la frappe ne rapporte plus rien au Gouvernement qui risque même d'être en perte.

Aussi, le 18 septembre, celui-ci renonce à maintenir le cours de 124 et il fait vendre son hassani à 110 P. H. pour 100 francs à partir du lendemain.

Cette chute du franc arrête les demandes de hassani pendant quelques jours ; mais dès que l'argent monnayé devient plus rare dans les campagnes, les demandes affluent à la Banque d'Etat et la prime qu'avait, le Billet de la Banque d'Algérie dans l'intérieur et sur le marché, diminue progressivement ; finalement c'est le hassani qui est coté le plus haut et c'est le franc qui est déprécié. Le Gouvernement n'hésite plus ; la hausse du métal d'argent qui est maintenant à 54/55 pences l'once standard, ne permet plus de maintenir le taux à 110. Attendre plus longtemps, eut été dangereux ; l'argent français eut continué à être déprécié et il eut été difficile de revenir en arrière. Le gouvernement abandonne le cours de 110, décide d'en venir à la parité (2) le 8 octobre 1917 et aussitôt les de-

(1) Rapport Calary de Lamazière, p. 42.

(2) Annuaire économique et financier 1920-21, p. 295.

mandes de numéraire cessent et le hassani reparait dans la circulation. La spéculation s'arrête et la monnaie revient dans les transactions.

Cette décision n'est pas prise, proprio-motu, par le Gouvernement du Protectorat; des télégrammes sont échangés auparavant entre la Direction générale des finances à Rabat et le Ministère des Affaires étrangères (1). Enfin, le 15 octobre 1917, une note paraît dans le Bulletin officiel du Protectorat, note dans laquelle le Gouvernement prend position et décide que la Banque cédera désormais le hassani à 100. En voici le texte :

« A dater d'aujourd'hui, 8 octobre, le Gouvernement du Protectorat décide, pour mettre fin à l'instabilité du change, qui apporte un trouble constant dans les transactions et pour répondre au vœu exprimé par le Commerce, que les ventes et achats de monnaie hassani que la Banque d'Etat du Maroc pratique pour le compte du Protectorat s'effectueront désormais uniformément au pair de 100.

« Cette mesure est prise dans un simple intérêt de clarté et de détente générale. Elle rétablit normalement le hassani, comme par le passé, à une valeur courante supérieure à la valeur intrinsèque du métal, et qui, au pair de la monnaie française, lui conférera désormais une réelle stabilité.

« En conséquence les deux monnaies s'équivalent dans les échanges et la valeur comparative des espèces est fixée ainsi qu'il suit :

« Le douro.....	5 fr.
« Le 1/2 douro.....	2 fr. 50
« Le roboa ou 1/4 de douro.....	1 fr. 25

(1) Rapport Perronne, p. 5.

« Le double guirch..... 0 fr. 50

« Le guirch..... 0 fr. 25

« Il s'en suit que toute opération de change pratiquée à un cours différent des taux de parité ci-dessus tombe sous le coup du dahir du 7 décembre 1915, qui interdit le change sur espèces françaises « par le moyen d'échange avec une autre monnaie ».

Cet établissement de la parité ne va pas sans créer dans l'opinion publique un vif mouvement de mécontentement. Elle lèse, en effet, de gros intérêts et amène inévitablement une forte élévation du coût de toutes les denrées achetées aux indigènes.

Des contrats souscrits au hassani, à un change élevé, se résolvent en francs ; des accapareurs apportent leurs réserves sur le marché et bénéficient d'une prime de 25 % ; enfin, les indigènes vont jusqu'à croire le hassani supérieur au franc et pour les empêcher d'exiger 10 centimes pour le change, il faut avoir recours à des mesures de police. Le Gouvernement marocain en subit le contre-coup ; il est amené à réviser tous les marchés de fournitures ou de travaux publics en cours, à cause du renchérissement de la main-d'œuvre que les entrepreneurs se refusent à assumer. Le Gouvernement français lui-même enregistre également la répercussion de cette nouvelle base d'évaluation ; en effet, à partir du 8 octobre 1917 tout ce que l'Intendance achète au Maroc est majoré et se traduit par une dépense supplémentaire qui vient grever le budget (1).

La Direction Générale des Finances dans la partie non officielle du Bulletin du Gouvernement Chérifien (15 octobre 1919) retrace l'historique de cette crise et fait l'énumération des mesures qu'elle a pris, avant la crise, pour la conjurer.

(1) Bulletin du Comité de l'Afrique Française, p. 348.

(2) Lorient, p. 160.

« ...Le manque de monnaie hassani qui a commencé à se manifester vers la mi-juin, a tenu à des causes que tout le monde connaît aujourd'hui, mais qu'il était impossible de prévoir avant cette époque : l'extension très considérable des achats de blé de l'intendance, le relèvement important des prix pratiqués par elle, l'ouverture de nouveaux territoires à notre conquête, sans oublier la disparition de la monnaie divisionnaire française, laquelle a eu pour conséquence un appel au divisionnaire hassani.

« En ce qui concerne l'Administration du Protectorat, celle-ci croit avoir pris, avec le maximum d'activité, toutes les mesures qu'il était possible pour parvenir à réaliser la soudure jusqu'à la rentrée des rôles du tertib.

« 1^o La perception du tertib a été avancée de trois mois sur les années précédentes (il est actuellement en plein recouvrement) ; cette mesure a nécessité en raison des difficultés actuelles, un effort très considérable et dont il est à peine aisé de se rendre compte en songeant que cet impôt porte sur 500 rôles et sur 450.000 articles.

« 2^o 15 millions de frappe nouvelle ont été commandés à Paris, malgré les exigences du marché des métaux, le surmenage de la Monnaie, le risque des communications par mer etc..

« 3^o Il a été procédé à une répression aussi énergique que possible de l'agiotage et de l'accaparement soit en ce qui concerne le divisionnaire français ou hassani, soit en ce qui concerne les douros. Cette répression sera renforcé par une recrudescence dans la sévérité de la législation elle-même.

« 4^o Le Protectorat a mis à la disposition du public tout le hassani et tous les écus qui lui appartenaient. Le Trésor a fait un effort analogue.

« 5^o Toute évaison de numéraire vers Tanger et la zone es-

pagnole a été enrayée, soit par l'interdiction complète des envois par mandats poste, soit par une surveillance étroite à la frontière.

« 6° Les opérations en francs ont été multipliées et, dès à présent, la Direction des Finances se dispose à faire sortir l'année prochaine un budget uniformément coté en monnaie française.

« 7° Le Directeur Général des Finances doit se rendre à Paris le mois prochain, pour discuter avec les services intéressés de la métropole, les nécessités de la campagne prochaine et pour parer, d'accord avec eux, à ses exigences.

« Le Protectorat a donc fait, pour sa part, tout ce qu'il avait le devoir et la possibilité de faire, sauf de créer du hassani, ce qui n'était pas, naturellement, en son pouvoir... »

« En ce qui concerne la Banque d'Etat, il est du devoir de l'Administration d'affirmer, en dépit des attaques dont elle a été l'objet, qu'elle a également fait, d'accord avec le Protectorat, tout ce qu'elle pouvait faire pour rendre service au marché : maintien de ses cours, qui, même en filtrant les ventes, agissent comme un régulateur moral sur le marché hors banque et sur les petites transactions, continuation de ses ventes dans la mesure où elle avait affaire à la partie la plus intéressante et la plus impressionnable du public ; diffusion plus grande de son billet, achats très actifs, malgré leur complication, de métal-argent à Londres, etc... »

« En ce qui concerne le commerce, sera-t-il permis de dire qu'il n'a pas toujours rendu suffisamment justice aux efforts et aux sacrifices faits dans son intérêt et que, peut-être, il eut pu contribuer d'avantage à triompher des difficultés rencontrées et dont, il était, en somme, le premier à souffrir ».

Le Directeur Général des Finances, M. Piétri défend lui-

même l'institution de la parité. Il la représente comme un acheminement vers la disparition progressive du hassani et son remplacement par le franc, comme un grand pas vers l'assainissement de la situation monétaire, à condition cependant de surveiller le hassani pour écarter le jeu de la spéculation, en ayant suffisamment pour répondre à toutes les demandes.

Enfin, dit M. Piétri, (1) : « Il faut se garder de traiter la question du hassani à la hussarde. Quand le hassani se prit à monter d'inquiétante façon, on entendait fréquemment ce propos « Il faut forcer les Arabes à... » Non, en matière d'argent, on ne force personne à rien ; le lucre est un domaine aussi subjectif que la conscience et il n'y a qu'une chose au monde que l'on n'impose pas à coups de fusil : le Crédit. Or, le Crédit est une condition sine qua non de tout système monétaire et fiduciaire ».

A ce sujet, nous sommes amenés à dire que le Directeur des Finances devient tout comme la Banque d'Etat, encore bien moins populaire, quand, en 1919, la liberté est rendue au change ; sans anticiper sur les événements qui suivront, ni rechercher s'il porte une part de responsabilité dans la crise, il convient de signaler qu'il fut très attaqué. On lui reproche d'avoir « décrété » la parité en 1917, le 8 octobre.

Dans son rapport du 9 décembre 1919 (2), M. l'Inspecteur général des Finances Perronne, chargé de l'enquête sur la dernière crise, dit : « le 15 octobre 1919, on rapporte le décret de parité ». M. Jean Lorient écrit également (3) :

« Un dahir du 8 octobre 1917 édicta la mise au pair du franc

(1) France Maroc, N° du 15-2-18, p. 35-40.

(2) Page 5.

(3) Revue d'Économie Politique, avril 1920, p. 160.

et du hassani ». « Le Protectorat dut se décider à décréter la parité », dit encore M. Paul Vigier (1).

Et, chose curieuse, le Directeur Général des Finances lui-même, dans une conférence faite à Meknès, dit : « Comment le Protectorat s'en est-il tiré (de la crise de 1917) ? En supprimant officiellement le hassani et en ne le laissant subsister qu'à titre de monnaie réelle, la seule monnaie de compte restant le franc. Cette mesure, il ne pouvait l'appliquer qu'en « décrétant la parité » absolue de ces deux instruments d'échange ».

Aussi bien dans le compte rendu de cette conférence que dans les citations rapportées, il y a des expressions impropres qui ne sauraient véritablement créer ce qui n'est pas : une mesure officielle, légale, un décret, enfin ; on a cherché en vain ; en effet, on ne trouve pas trace au Bulletin Officiel du Gouvernement Chérifien d'un décret de parité, mais il y a, dans le numéro du 15 Octobre, une note que l'on a pu prendre comme édictant une mesure officielle. « La parité, dit l'Annuaire économique et financier(2), n'a jamais été de *droit* ». Ce qui est certain c'est que le mot parité a été prononcé et que le public l'a interprété dans le sens d'une relation désormais invariable entre le franc et le hassani que rien ne distinguerait plus (3), alors qu'il a eu seulement, dans l'établissement du cours à 124 et à 100, un désir du Gouvernement du Protectorat de soutenir un cours de marché fixe, pour les avantages, qu'on y trouve ; ces deux essais de stabilisation ont, d'ailleurs, été approuvés, dans la suite, par la Conférence Interministérielle de 1920.

(1) Intérêts parocains 5-11-19, p. 114.

(2) 1920-12, p. 295.

(3) Réginald Kann, p. 130.

La parité oblige le gouvernement à certaines rectifications : le 30 octobre 1917 paraît un dahir qui abroge les valeurs données antérieures à la peseta hassani et au franc et fixe leur équivalence en matière judiciaire. Le 3 novembre 1917 (1) un autre dahir vient supprimer les tarifications établies par le dahir du 11 mars 1915 sur l'enregistrement et exige le paiement des droits en francs.

Auparavant, le 22 septembre (2) un dahir est venu menacer d'amende et de prison tous ceux qui tenteraient d'opérer une hausse sur les monnaies métallique et fiduciaire et un ordre du Général en Chef est venu renforcer les mesures destinées à empêcher l'évasion du métal (2 novembre) (3).

Enfin on supprime le hassani en Comptabilité publique, dans le Budget du Protectorat et des villes et à partir de janvier 1918, il cesse d'être une monnaie de compte admise et reconnue par l'Etat (4).

(1) Bulletin officiel du Gouvernement Chérifien, p. 1.276.

(2) B. O. M. du 24-9-17, p. 1.026.

(3) B. O. M. du 12-11-17, p. 1.258.

(4) Rapport Calary de Lamazière, p. 43.

QUATRIÈME PARTIE

Rupture de la Parité et Démonétisation.

La crise de 1919 est l'avant-dernière étape dans l'histoire de la monnaie marocaine. Nous avons vu le hassani si déprécié que, dans son propre pays, on lui préfère les monnaies étrangères, nous l'avons vu presque submergé par elles ; puis, progressivement, sa situation s'améliore ; de jour en jour, sa valeur augmente et il finit par être bien près du franc ; sous l'effet de la guerre, par suite des besoins créés et des ressources que le Maroc possède, nous le retrouvons en concurrence avec le franc. Dans cette dernière partie, nous allons le voir prendre le pas sur le franc, le dépasser et le laisser si loin derrière lui que le Gouvernement du Protectorat se décide à le démonétiser, pour le remplacer par de l'argent français.

CHAPITRE I

LE RÉGIME DE LA PARITÉ (1917 A 1919)

Nous avons vu dans notre dernier chapitre, le franc et le hassani s'équivaloir. La situation établie à partir du 8 octobre 1917 durera deux ans. Pendant ces deux ans, le Gouvernement du Protectorat et le Banque d'Etat du Maroc font de gros efforts pour maintenir la parité, car c'est un taux qui, après la période agitée de 1917, finit par satisfaire tout le monde et l'on veille à ce qu'il dure aussi longtemps que ne sera pas intervenue une solution définitive à laquelle, pensait-on, la parité devait conduire.

Nous savons que le hassani a officiellement disparu, tout au moins au point de vue de la comptabilité publique, dans le budget du Protectorat et celui des villes. Il n'en subsiste pas moins dans la réalité et figure la représentation métallique du franc-papier auquel il sert de gage. Cependant pour éviter une nouvelle crise, qui n'aurait pas manqué d'éclater en cas d'insuffisance de numéraire, la Banque d'Etat doit décaisser de très fortes sommes, car jusque là elle n'est pas couverte par le cours forcé et est obligée de rembourser tous les billets qu'on lui présente. Sa situation, de ce fait, devient assez critique ; au cours de 1918, elle remet dans la circulation plus de 1.700.000 francs d'écus français et une partie du vieux hassani, qu'elle avait ramassé pour la refonte (1). Les ventes de hassa-

(1) Rapport de la Banque d'Etat 1920, p. 34-35.

ni qu'elle fait pour le compte du Protectorat français sont de :

11.736.000 francs en 1916,
17.634.903 francs en 1917,
58.410.000 francs en 1918,
27.489.420 francs en 1919.

C'est également en 1918 et 1919 que le chiffre de la monnaie métallique hassani, mise en circulation, est le plus élevé :

7.877.553 PH en 1914
4.333.455 PH en 1915
24.182.804 PH en 1916
23.563.497 PH en 1917
62.923.770 PH en 1918
36.320.477 PH en 1919

Jamais également (sauf en 1914) la frappe de la monnaie n'a été si forte ; elle est de :

11.400.000 PH en 1918,
19.887.905 PH en 1919.

Le chiffre de billets en circulation s'élève pendant la même période à :

4.685.580 PH au 30 juin 1918
7.322.420 PH au 30 juin 1919.

et au Compte Réserve pour l'assainissement de la monnaie nous trouvons pour 1919 les chiffres de :

26.784.193,53 au passif et 2.279.928,03 à l'actif contre :
18.098.773,16 au passif et 3.942.173,28 à l'actif pour l'année 1914.

Cette frappe de monnaie métallique et cette circulation de billets, inconnues jusqu'alors n'empêchent pas la Banque d'Etat de se trouver dans une situation très critique. Pendant les années 1918 et 1919, son encaisse a été en diminuant très

rapidement du mois de mai au mois de septembre, et elle est particulièrement réduite pendant le mois d'Août de ces deux années.

Mois	1918	1919
Mai.....	26.824.000 PH	24.383.000 PH
Juin.....	18.008.000 PH	17.835.000 PH
Juillet.....	8.939.000 PH	9.006.000 PH
Août.....	5.649.000 PH	5.804.000 PH
Septembre.....	6.563.000 PH	8.509.000 PH

D'ailleurs cette stabilisation que la Banque maintient, cette parité entre le franc et le hassani ne peuvent être perpétuelles et, pour les mêmes causes qu'en 1917, une nouvelle crise se produira en 1919; cette fois cependant, les causes sont plus nombreuses; la crise de 1919 doit, par suite, comporter une solution; ce sera la démonétisation de l'argent marocain.

(1) Rapport Perronne, p. 13.

CHAPITRE II

LA HAUSSE DE L'ARGENT EN 1919

Une des causes qui vont faire que l'argent marocain atteint en 1919 un prix si élevé que la situation du Protectorat marocain s'en ressent, est la hausse de l'argent. Elle mérite que l'on s'y arrête, car elle a eu, non seulement au Maroc, mais partout une très grande répercussion.

Nous avons vu l'argent passer progressivement de 26 pences 1/8 en Juillet 1914, à 55 pences pendant la quatrième semaine de septembre 1917. Nous allons le voir monter bien plus. Les cours moyens ont été :

En 1914 de 26 p. 5/16,

En 1915 de 23 p. 11/16,

En 1916 de 31 p. 15/16,

En 1917 de 40 p. 14/16,

En 1918 de 47 p. 9/16,

En 1919 de 57 p. 1/16,

Mais, pendant l'année 1919, le prix de l'argent arrive à un niveau qu'on ne lui avait jamais vu atteindre.

Les causes de cette hausse du métal sont nombreuses : elles tiennent à la production insuffisante du Mexique, aux demandes croissantes de l'Inde et de la Chine qui réorganise, à ce moment son système monétaire.

La répercussion s'en fait sentir partout : dans les pays à change déprécié, le métal est drainé et expédié à l'étranger ; on cherche à y parer par des menaces d'amende et de prison,

De tous côtés, au Canada, aux Etats-Unis, en Angleterre, en Hollande, surgissent des propositions tendant presque toutes à réduire la quantité de métal fin contenu dans la monnaie d'argent et de la porter, selon les cas de 945 à 720 ‰ ou de 925 à 500 ‰.

Au Sénat, le 31 mars de l'année suivante, M. Raphaël-Georges Lévy demande simplement la suppression de la frappe des pièces divisionnaires d'argent dont l'exode ne peut être efficacement empêché. Au même moment, la piastre indo-chinoise qui valait environ 2,50 avant la guerre se cote 15 francs et pour arrêter son ascension on est obligé de décréter le cours forcé. La roupie passe de 1 sh. 4 d. à 2 sh. 2 (22 novembre 1919). L'argent n'est pas seul à monter ; une hausse parallèle se produit : celle de la livre sterling par rapport au franc français. Le prix du kilogramme d'argent fin, conditionné à la fois par la valeur de l'once d'argent sur le marché de Londres et par le cours de la livre sterling, montera également, entraînant à sa suite une plus value, sans cesse plus grande, du douro. Nous avons réuni en un seul tableau les cours de l'once d'argent, ceux de la livre sterling, les prix du kilogramme de métal fin en France, et la valeur de métal que contiendra le douro à chaque nouvelle avance ; le prix du kilogramme d'argent fin a été obtenu en multipliant le cours variable de l'once par celui de la livre et en divisant le produit par 6.9048 ; quant à la valeur du métal fin du douro nous avons pris pour base, qu'un kilogramme d'argent fournit environ 44 douros neufs du poids de 22 grammes 50, et 43 douros vieux de 26 gr. 204.

Année	Mois	Cours du métal fin	Cours de la livre sterling	Prix du Kg de métal fin en France	Valeur de métal fin du douro	
					neuf	ancien
1919	Janvier	48.437	26.00	182.40	4.15	4.25
	Février	48.020	26.00	180.80	4.10	4.20
	Mars	48.170	26.50	184.85	4.20	4.50
	Avril	48.885	28.00	198.25	4.50	4.60
	Mai	52.104	29.40	221.85	5.05	5.15
	Juin	53.895	29.90	233.40	5.30	5.40
	Juillet	54.132	31.70	148.50	5.65	5.75
	Août	58.835	34.00	289.55	6.60	6.75
	Septembre	61.668	35.70	319.15	7.25	7.40
	Octobre	64.048	36.25	336.40	7.65	7.80
	Novembre	70.065	38.60	391.70	8.90	9.10
	Décembre	76.432	41.55	459.95	10.45	10.70
1920	Janvier	84.50	43.25	530.50	12.05	12.35
	Février	89.00	48.25	621.90	14.15	14.45

Il est dès lors clair que le douro ne peut plus rester au pair avec l'écu français ; l'un représente du métal sonnante, d'une valeur qui va journellement s'accroissant, l'autre n'est que du papier qui vaut, au contraire, de moins en moins chaque jour ; la crise est inéluctable et elle se produira bientôt.

CHAPITRE III

LA CRISE DE 1919

Dès le moment où la valeur intrinsèque du douro dépasse sa valeur représentative, et c'est fait dès le mois de mai 1919, la crise est inévitable ; rien ne l'arrêtera, car aucune mesure administrative ne peut entraver la toute puissance des phénomènes économiques. La loi de Gresham entre en jeu : rapidement le hassani qui est la bonne monnaie, s'évade ; au fur et à mesure que la Banque d'Etat en jette dans la circulation, il est absorbé par la thésaurisation, par la spéculation, par la fonte. Dès Juin, Juillet, la Banque ne peut plus en émettre à cause du sacrifice matériel énorme, de l'insuffisance du métal réclamé aussi par la Métropole, de la lenteur et du surmenage de la Monnaie de Paris. Cependant, il faut à tout prix tenir jusqu'après le mois d'août (2) ; il faut donc consentir les plus gros sacrifices. Les demandes de hassani se font de plus en plus fortes dans la région de Tanger à partir du 22 août. Un rapport de la Résidence signale au Ministre des Affaires Etrangères la gravité de la situation et, pour éviter que la spéculation ne gagne la zone française, on donne l'ordre de continuer à alimenter Tanger. A ce moment il s'y produit un trafic intense. Les spéculateurs y envoient des billets algériens, contre lesquels la Banque d'Etat leur verse du numéraire. Or, le dou-

(1) Rapport de Calary de Lamazière, p. 43.

(2) Bulletin du Comité de l'Afrique Française novembre 1919, p. 340

ro représente alors 7 fr. 50 de métal fin. Le fondre et le vendre en lingots à ce prix là est une opération fructueuse.

On voit apparaître une prime pour l'argent. Elle est de : 5 et 7,50 % à Tanger le 23 août, 4 et 5 % à Larache le 30 août.

Les sorties de hassani pour l'agence de la Banque d'Etat à Tanger sont à ce moment considérables par rapport aux chiffres des mois correspondants de l'année 1918 (1), et l'encaissement très réduit.

Mois	1918	1919
Juin.	705 .000 PH	379 .000
Juillet.....	562 .000 PH	674 .000
Août.....	695 .000 PH	1.485 .000
Septembre.....	358 .000 PH	1.485 .000
Octobre.....	176 .000 PH	787 .000

La situation est critique ; cependant elle se calme momentanément le 8 septembre. Un télégramme du 25 signale au Département l'inquiétude où l'on est et la crainte de voir la situation s'empirer, si les cours de l'argent fin et de la livre sterling continuent à monter. Le Gouvernement Chérifien espère cependant, pouvoir attendre, grâce aux rentrées prochaines que va procurer l'impôt du tertib — la période habituellement calme de Janvier-février.

Le 3 octobre cependant, la spéculation recommence à jouer ; le hassani fait prime sur le franc ; il se traite couramment hors banque à 5/6 % à Tanger, 10/15 % à Tétouan ; les demandes de numéraire abondent, la Banque d'Etat fait de gros efforts pour les servir ; mais le 8 octobre, une demande de 1.000.000 P. H. de l'agence de Tanger, ne peut être servie ; dès lors, les

(1) Rapport Perronne, p. 16.

événements se précipitent et la spéculation gagne du terrain ; le 13, elle se déclanche à Kenitra, et dans le Sud à Marrakech et Saff, le 14 à Casablanca. A Marrakech, dès le 8 octobre, quelques gros commerçants Français et Israélites commencent à faire virer leurs comptes francs en comptes hassani, ou à faire des retraits de cette monnaie suivis en cela vers le 11 ou le 13 par de notables négociants musulmans agissant à l'instigation de leurs correspondants. Une gêne pèse sur la place et les marchands indigènes n'acceptent plus le billet qu'avec la plus extrême répugnance dans les petites transactions journalières. Le 14, la crise débute à la suite du refus de la Banque d'Etat de faire le change du franc en hassani, refus opposé même à d'autres banques, et quoique l'ordre public ne soit pas troublé, une foule nombreuse, européenne et indigène se presse autour de l'immeuble de la Banque. Devant l'impossibilité pour le public, de faire le change à la Banque, des changeurs occasionnels se mettent à opérer et le prix du billet de 5 francs français, tombe, en fin de journée, à 2 pesetas hassani. A ce moment, quelques faits regrettables se produisent et des indigènes vont même jusqu'à déchirer des billets en accompagnant leur geste de commentaires désobligeants pour la France. On en voit qui vont jusqu'à cracher sur les billets de banque, en déchirer, en jeter au feu (1).

Le même jour, le Directeur de la Banque d'Etat se présente chez le Délégué général du Protectorat auquel il déclare que la Banque d'Etat sera acculée à la faillite si la hausse du hassani n'est pas autorisée (2). Devant cette situation, le Gouvernement, dans un communiqué adresse à la presse, après avoir exposé la question monétaire et démontré l'impossibilité de

(1) Réginald Kann, p. 131.

(2) Rapport Calary de Lamazière, p. 44.

continuer la frappe au cours de la parité, déclare renoncer à ce régime.

« Le Gouvernement se trouve donc contraint de rendre provisoirement au marché du hassani sa liberté ».

« En présence d'une crise qu'il faut espérer passagère, mais qui n'est que le contre-coup inéluctable des difficultés extérieures, le Gouvernement fait appel à la sagesse et au sang-froid du public. Il ne ménagera rien, quant à lui, pour en limiter l'étendue et en atténuer les effets ».

Le Gouvernement prend en même temps des mesures pour défendre moralement le franc, en maintenir l'usage et enrayer dans la mesure du possible, l'enchérissement général.

Suppression absolue des envois de hassani à Tanger et en zone espagnole.

Recrudescence de surveillance effective par la douane des sorties de numéraire par terre et par mer.

Ordre donné à tous les comptables du Trésor Chérifien de vider leurs espèces hassani au Compte Courant Général du Trésor, à l'exception du divisionnaire indispensable aux appoints des premiers jours (en attendant les émissions de coupures francs).

Interdiction à tous comptables et régisseurs de deniers publics et à tous payeurs en général de payer autrement qu'en francs, cette monnaie étant depuis le 1^{er} janvier 1918 la seule monnaie comptable officielle. Mêmes ordres pour les recettes.

Lettre Chérifienne à lire dans les lieux publics et les mosquées pour interdire aux indigènes de refuser la monnaie française.

Invitation à la municipalité de Casablanca d'émettre sur le champ des coupures municipales garanties par un versement au Trésor. Autorisation analogue donnée à plusieurs municipalités (Mazagan, Meknès).

Invitation aux comptables, aux municipalités et au public de procéder provisoirement aux appoints sous la forme de timbres poste, partout où il serait impossible de faire autrement.

Mise en circulation à Casablanca et à Fez des sous azizi démonétisés (environ 200.000 francs).

Emission par l'Etat (timbrage par l'Enregistrement pris en charge par le Trésor) de coupures d'Etat de 2 francs, 1 fr., 0,50 et 0,25. Emission de ces coupures à raison de 40.000 frs, par jour.

Ordres aux diverses municipalités de maintenir très énergiquement les mercuriales de marché en francs sans augmentation.

Création au besoin de boucheries municipales et de vente de sucre en régie (réalisé à Casablanca et à Rabat). Emploi du sucre pour soutenir indirectement le franc.

Surveillance exercée par les autorités locales sur les ventes de hassani par la Banque d'Etat de manière à réserver ce métal aux commerçants sérieux, à l'exclusion des spéculateurs.

Surveillance et interdiction au besoin du change en plein vent.

Ordre à la Banque d'Etat d'informer journellement la Direction des Finances des cours pratiqués et de les télégraphier aux places ne possédant pas de succursales (Meknés, Kenitra).

Transformation en francs du budget spécial des Habous resté en hassani sans augmentation de prix des loyers touchés par cette administration.

Application du Dahir de 1917 sur la spéculation :

1^o Aux accapareurs de monnaies ;

2^o Aux commerçants arguant abusivement de la hausse du hassani pour augmenter le prix des denrées d'importation.

§ 1. *Les cours du hassani.* — Le 15 octobre, avant la rupture de la parité hassani et franc s'équivalent. Le lendemain 16, 100 PH valent 160 francs français et, dès ce moment, le hassani a primé le franc. Voici un aperçu des cours :

Cours pratiqués par :

Le Commerce à Marrakeh		La Banque d'Etat à Casablanca	
16 octobre	57 PH	66.00 PH	62.50 PH
17 —	62 PH	62.50 PH	63.00 PH
18 —	62 »		62.00 »
20 —	65 »	69.00 »	69.00 »
21 —	75 »	75.00 »	75.00 »
22 —	85 »	80.00 »	80.00 »
23 —	88 »	83.00 »	83.00 »

Plus tard, avant qu'intervienne le dahir de démonétisation une nouvelle baisse du franc se produit : 100 francs valent, le 8 février 1920, 52 P. H. 50 ; c'est le cours le plus bas.

Il y a dans le public une effervescence extrême, et, au début, on exagère dans le sens de la dépréciation du franc. Dans toutes les villes, c'est une véritable ruée vers les banques que l'on doit fermer et garder militairement ; à certains endroits l'agitation est bien prêt de tourner à l'émeute et des troubles sont sur le point d'éclater dans le sud. Les indigènes qui ne peuvent obtenir le remboursement du billet considèrent que la France est en faillite et que les français les ont « volés » en leur faisant croire que leur papier vaut de l'argent.

Des précautions sont prises pour éviter la spéculation : à Marrakech, une commission de surveillance est créée auprès de la Banque d'Etat. Cette commission composée du Receveur des Finances, de l'Adjoint Civil et du Chef du Bureau Economique examine, chaque jour, l'encaisse de la Banque, francs

et hassani, demande au Directeur les justifications des sorties de francs et n'autorise la vente du hassani pour les sommes supérieures à 500 P. H. que sur demande écrite de l'intéressé en justifiant l'emploi.

Voici quelle est la situation de la Banque d'Etat en ce moment (1) :

Encaisse.....	6.726.000 PH
Billets en circulation.....	8.414.000 PH
Réserve de l'assainissement.....	néant
Compte du Protectorat (débiteur).....	2.367.000 PH

La hausse du change entraîne la disparition totale de tout le divisionnaire, empêche toute espèce de conversion du papier, aussi, dès le 16 octobre 1919, un arrêté viziriel (3), crée des coupures de 2 francs, 1 fr, 0,50 et 0,25 pour parer à la fuite du divisionnaire.

(1) Rapport Perronne, p. 19.

(2) Rapport de la Banque d'Etat 1920, p. 37.

(3) B. O. M. du 10-11-19, p. 1.286.

CHAPITRE IV

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE

Les conséquences de la crise sont de trois ordres. Elles se traduisent au point de vue économique par une rare action soudaine des produits alimentaires et un enchérissement général des prix, au point de vue politique, par une atteinte au prestige de la France, dans les milieux indigènes et par une violente agitation contre la Résidence Générale, dans les milieux européens.

§ 1 *Conséquences économiques.* — Les conséquences économiques sont très importantes ; elles se manifestent dans tous les domaines (alimentation, main-d'œuvre, contrats, etc...) amenant des froissements entre l'indigène et l'européen.

a) *Monnaie divisionnaire.* — La disparition, du jour au lendemain, de tout le divisionnaire accuse dans les échanges des perturbations considérables. A Marrakech, certains commerçants délivrent à leurs clients des bons payables en marchandises, d'autres ouvrent des comptes sur dépôts de billets. Enfin, en attendant les coupures du Protectorat, le Receveur des Finances et le Directeur de la succursale de la Banque d'Etat sont autorisés à remettre en circulation 8.000 francs de pièces françaises démonétisées. Nous avons vu que l'arrêté viziziel du 16 octobre permet la création de coupures de 2 fr., 1 fr., 0.50 et 0,25 en papier, pour parer à cette évasion du numéraire.

b) *Alimentation.* — Les indigènes refusent de vendre les produits qu'ils apportent ordinairement : viande, légumes, produits alimentaires, ou bien ils désertent complètement les marchés. Ils exigent du hassani en paiement et comme on ne peut pas leur en fournir, ils gardent pour eux leurs bœufs et leurs moutons ; des boucheries sont de ce fait obligées de fermer ; les marchands de volailles, de bœufs, de légumes, de poissons, ne viennent plus au marché et quand ils y viennent ils tiennent pour nulles les mercuriales en francs.

c) *Enchérissement des prix.* — Quand les indigènes consentent à recevoir le franc, ils ne le prennent qu'avec une perte extrêmement sensible : elle entraîne par endroit une augmentation de 60 % du coût de la vie.

A Marrakech, pour les denrées de consommation journalière, pain, viande, légumes, fruits, etc... le résultat immédiat de la crise est une hausse variant de 30 à 50 %. Les hôtels, par suite, augmentent le prix des repas et des pensions.

d) *La main d'œuvre.* — Beaucoup des chantiers sont désertés par les ouvriers indigènes qui exigent également du hassani. Naturellement, cette main-d'œuvre se trouve augmentée du montant du change, dans tous les cas où les ouvriers, payés précédemment en francs, veulent bien recevoir le billet en paiement de leur travail. A Marrakech, un grand nombre même n'acceptent de continuer à rester sur les chantiers qu'après promesse de certaines mesures prises dans leur intérêt : les entrepreneurs en ayant à leurs gages doivent se procurer du sucre, de l'orge et du thé qui, dans le premier moment de désarroi, leur sont fournis par l'Intendance et sont vendus par eux aux ouvriers au plus juste prix. Dans certains cas, il faut une intervention du Pacha pour calmer l'effervescence causée par l'obligation d'accepter le billet, et en tout

état de cause, les entrepreneurs, se plaignent du rendement beaucoup moindre obtenu de leurs ouvriers.

e) *Transactions et contrats.* — Toutes les transactions en marchandises d'exportation prises directement chez les indigènes, comme le chanvre, les peaux, la laine, les amandes, etc... qui se traitent en hassani, sont arrêtées. Cette stagnation se prolonge presque aux derniers jours d'octobre et quelques affaires, clairsemées et peu importantes seulement, se traitent.

Les négociants qui ont passé des marchés à livrer pour toutes ces marchandises se voient dans l'impossibilité de les exécuter aux conditions prévues, sans perdre des sommes extrêmement importantes.

§ 2. — *Conséquences morales.* — Les conséquences morales de la situation ne sont pas moindres « Le billet, écrit G. Louis (1), a perdu 500 % de son prestige ». Dans la région de Marrakech, région qui n'est pas directement soumise, mais gouvernée par les Grands Caïds et où nous n'avons qu'une zone d'influence, c'est aussi le discrédit complet jeté sur notre billet au moment où une longue et patiente campagne l'a fait pénétrer non seulement dans la zone administrative, mais encore dans la zone politique et parfois même au delà. C'est à coup sûr, sinon un arrêt de notre pénétration, du moins un ralentissement très marqué. Les ordres donnés par les autorités musulmanes pour faire accepter le billet porteront dans une certaine mesure remède à cet état de choses, mais ne pourront faire renaître la confiance obtenue précédemment. Cette situation économique et morale s'accroît encore, quand au mois de février le cours de l'argent est à 89 et celui de la livre à 48,25. C'est une nouvelle hausse d'environ 30 à 50 % sur les

(1) G. Louis. Vigie Marocaine de mars 1920.

denrées de première nécessité, consommées journellement par la population : une augmentation correlative du prix des pensions et des repas, si sensible dans un pays où l'on peut difficilement, en raison de la crise du logement, se passer d'hôtels et de restaurants ; bien des chantiers d'entreprise de travaux publics sont contraints à fermer, jetant sur le pavé 4.000 ouvriers qui viennent grossir les rangs des chômeurs et des mécontents. Il se produit naturellement aussi une répercussion sur les prix des travaux publics, de la construction et des loyers.

Toutes ces conséquences ne sont pas à proprement parler l'effet de la crise, mais de l'adaptation des valeurs au nouvel étalon, et la démonétisation aurait pu se produire sans à coup que la renchérissement des choses aurait encore eu lieu par l'effet du réajustement inéluctable des prix.

3° *L'agitation politique.* — A côté des conséquences d'ordre économique que nous venons de voir, il faut signaler l'agitation qui s'est produite dans tous les milieux. Chez l'indigène un sentiment de méfiance apparaît contre tout ce qui est étranger. Les relations de bonne amitié que beaucoup de colons, vivant journellement dans le bled, ont fini par entretenir avec les indigènes, sont rompues du jour au lendemain. Leur sécurité s'en ressent et il n'est pas étonnant qu'il se soit produit alors un très vif mouvement d'opinion qui porte la population européenne à attaquer d'une part la Résidence Générale, dans la personne du Maréchal Lyautey et du Directeur Général des Finances, d'autre part, la Banque d'Etat, ceux que l'on rend responsables de la situation.

Le mouvement se dessine à Casablanca, favorisé et amplifié par la presse locale. Il s'y forme un « Comité de défense

(1) Vigie Marocaine du 15 février 1920.

du franc » (composé de 5 membres d'abord, de 21 ensuite) qui réclame le retour à la parité et dirige son action contre la Banque d'Etat qu'il accuse d'être l'auteur de la crise. La Banque d'Etat, écrit G. Louis, n'accorde plus de hassani que par petites quantités de 50 ou 100 pesetas... » Elle impose sa monnaie, elle chasse le franc, au contraire de la fameuse loi de Gresham ».

Il faut noter à ce propos, l'ignorance à peu près totale, en matière économique, des milieux marocains ; la loi de Gresham est au contraire celle qui a joué pleinement dès l'instant où rien n'est venu l'en empêcher et il est curieux de voir mêler les questions de patriotisme aux questions purement monétaires.

Le Comité de Défense du franc, tient des meetings enflammés au cirque Nava. Il y réclame la fermeture de la Banque d'Etat : « Il eut mieux valu qu'elle sautât six fois, écrit un journal ; à quoi a-t-elle servie ? A rien ; quel appui a-t-elle apporté au commerce, à la colonisation, à l'industrie ? Aucun. Elle a pompé notre argent, sucé le pays, trafiqué, spéculé sans vergogne ».

On crie également contre le Résident Général. On demande son remplacement par un Résident Général civil, assisté d'un corps élu, car le Maréchal Lyautey est attaqué à la fois dans sa personne et dans sa politique. La Chambre de Commerce de Kenitra demande la convocation immédiate d'un parlement élu par les villes du Maroc ; le 2 novembre, la section de la Ligue des Droits de l'Homme de Mazagan demande un gouvernement civil car, dit-elle, le Maroc, « n'a pas été conquis, par un seul homme, ni en un seul jour, et avec notre régime

(1) Cité par Lorient, p. 164.

antidémocratique actuel, il peut être perdu par un seul homme et en moins d'une demi-heure (1) ».

Des articles extrêmement violents paraissent avec les titres de « Cataclysme » (2) ou de « Epouvantable Catastrophe » (3) parfois même intitulés. « Faillite ou Trahison » ; on y fait allusion à l'intégrité de certains fonctionnaires que l'on accuse d'avoir fait le « coup du hassani » pour leur profit personnel ; c'est d'ailleurs cette même accusation que l'on porte contre la Banque d'Etat, contre le Gouvernement Chérifien (4), contre le Directeur Général des Finances, que l'on veut « chasser et exiler au loin avec défense de s'appeler Piétri ». (5).

Nous n'avons cité ces différents exemples que pour montrer à quel degré de violence inutile et parfois d'aberration en viennent les gens qui, même avec la meilleure foi du monde, mêlent des questions de sentiment au seul domaine qui n'en comporte pas : celui de la monnaie et des échanges.

Puis des Chambres de commerce et d'Agriculture à Casablanca et dans l'Intérieur donnent leur démission pour protester contre dépréciation du franc (6). Elles sont suivies par des Comités d'Etudes Economiques, les commissions municipales (sauf à Rabat) et l'on voit apparaître un courant d'opinion nettement arabophobe tendant à l'annexion et portant atteinte à l'autorité du Sultan. Le retour à la parité est sans cesse réclamé et l'Administration du Protectorat doit expliquer au public que cette mesure sera inopérante et qu'aucune décision ne peut

(1) Cité par le Bulletin de l'Afrique Française, décembre 1919, p. 324.

(2) Information Marocaine du 20 octobre.

(3) Annales Marocaines du 19 octobre 1919.

(4) Rapport Péronne, p. 22 et 33.

(6) Rapport Calary de Lamazière, p. 44.

rendre au franc la valeur qu'il n'a plus. Progressivement l'agitation se calme, les esprits deviennent raisonnables et le Comité des 21 se dissout sans avoir rien obtenu

CHAPITRE V

DÉMONÉTISATION ET RACHAT DU HASSANI

Pendant que l'opinion s'agite, le Gouvernement du Protectorat travaille à la solution de la question monétaire. Il prend les mesures que nous avons indiquées plus haut, destinées à maintenir le franc dans la circulation et à assurer le maintien en zone française du peu de numéraire qu'on y voit encore. Mais la situation reste inquiétante, les transactions ne reprennent que difficilement, l'agitation politique bien que vaine n'a pas manqué d'influer sur l'apport des capitaux français, enfin, il faut en finir franchement et ne pas laisser s'éterniser la question.

Le Gouvernement français intervient ; il prescrit une enquête sur place afin de déterminer les mesures à prendre pour parer aux inconvénients du moment et doter le Maroc d'un régime monétaire sain et stable. L'enquête est confiée à M. Perronne, Inspecteur Général des Finances.

L'enquête démontre que les représentants des intérêts français au Maroc demandent la suppression de la dualité monétaire. D'autres cependant veulent y créer une monnaie qui ne soit ni le franc ni le douro ; la première thèse est celle de ceux qui adoptent les vues du Gouvernement, la seconde, celle de la Banque d'État. Dans le 2^e cas, il faut créer une nouvelle monnaie sujette à un change et c'est ce qu'il importe de supprimer. Le rapport que M. Perronne dépose, rapport

du 9 décembre 1919, préconise la création d'un franc-or venant remplacer le hassani et auquel le cours forcé serait donné, car la situation ne permet guère d'envisager une circulation métallique. Cependant la démonétisation ne doit pas être trop rapide à cause des complications à craindre, surtout dans le Sud (1).

À la suite de ce rapport, un arrêté du Ministre des Finances en date du 23 février 1920, institue une commission chargée d'étudier la question du régime monétaire au Maroc. Elle se compose de MM. Arnauné, Aupétit, de Beaumarchais, Geouffre de la Pradelle, Parmentier, de Peretti de la Rocca, Perronne Piétri, Céliér, Tardit et le président en est M. Courtin.

La Commission tient des séances où elle examine, sous la pression des circonstances, le rapport de M. l'Inspecteur général des Finances, Perronne. Elle est à ce moment saisie de télégrammes pressants émanant du Résident Général (en particulier télégrammes du 14 février signalant qu'une crise monétaire très grave sévit à Marrakech où le franc est refusé partout, laquelle crise ne peut être conjurée que par la démonétisation du hassani — du 19 février envisageant une démonétisation immédiate du hassani pour l'ensemble du Maroc — du 5 mars insistant à nouveau pour une solution immédiate).

En réalité, la commission n'est consultée que pour déterminer les modalités d'une réforme qui va être un fait ; elle ne doit en apprécier ni l'opportunité, ni les conséquences politiques et économiques dont le Gouvernement Chérifien et le Résident général prennent la responsabilité. Elle ne peut proposer à la question qu'une solution : la démonétisation de l'argent hassani, la monnaie à conserver ne devant être que celle basée

(1) *Économiste Européen* 5-3-20.

sur le franc, de France et d'Algérie, puisque c'est à cela que tend depuis plusieurs années la politique du Protectorat en rendant l'usage du franc obligatoire pour tous les comptes publics et puisque l'adoption du franc, monnaie unique, est de nature à favoriser les relations du Maroc avec la Métropole et l'Algérie-Tunisie.

Elle en vient aussi nécessairement au cours forcé car le cours forcé du billet de banque est imposé par la carence du métal et l'impossibilité d'effectuer de nouvelles frappes.

Enfin, pour éviter dans les vues du Résident général qui ne veut pas entendre proposer une mesure dont l'application susciterait des difficultés d'ordre international, ou (1) que lui, responsable de l'ordre et de la sécurité au Maroc, tiendrait comme impolitique ou dangereuse, la commission, afin de s'assurer que les mesures envisagées par elle ne se heurteraient pas à des difficultés d'exécution, a tenu à entendre les représentants qualifiés de la Banque d'État du Maroc et de la Banque de l'Algérie, la démonétisation du hassani se présentant comme une quasi-impossibilité au cas où ces deux Établissements, forts le premier de sa situation de droit et le second de sa situation de fait au Maroc, ne conclueraient pas entre eux l'accord nécessaire pour réaliser l'opération de démonétisation.

§ 1^{er}. — *Démonétisation*. — La commission siège pendant huit séances, du 28 février au 11 mars ; elle prend pour base un projet de M. Piétri, directeur général des Finances du Protectorat Marocain, projet quelle amende et de ses délibérations sort un texte qui donnera le dahir du 19 mars 1920 et dont voici le texte :

(1) Rapport Perronne, p. 32 et 37.

Louange à Dieu seul... etc...

Considérant qu'en raison des variations extraordinaires qui affectent la valeur du métal argent, il importe au bon ordre et à la facilité des transactions de suspendre l'emploi de nos monnaies d'argent comme instrument monétaire ;

Considérant que, faute de prendre une pareille mesure, nos monnaies d'argent actuellement en circulation risqueraient d'être exportées frauduleusement au détriment de la richesse publique ;

Qu'il convient, en conséquence, que le Trésor chérifien retire de la circulation les dites monnaies, en attendant le rétablissement d'un régime monétaire normal qui sera institué en conformité des dispositions que prendront les autres États.

Que la monnaie qu'il convient d'adopter pour toutes les transactions est le franc, non seulement à cause des hautes garanties qu'il présente et auxquelles nous ajoutons et maintenons la nôtre, mais encore parce que cette monnaie est d'ores et déjà celle de nos comptes publics et en laquelle notamment se paient les impôts, et, en général, toutes les dettes envers l'État ;

Considérant, enfin, qu'en attendant l'institution d'un billet métallique au moyen des billets de la Banque de France et de la Banque de l'Algérie ayant actuellement cours.

ARTICLE PREMIER. — A dater du 20 mars, toutes monnaies d'argent frappées au sceau de nos prédécesseurs et de nous-mêmes en rials maghzani, demi, quarts, dixièmes et vingtièmes de rials, cesseront d'avoir valeur égale et obligatoire dans la zone française de notre empire.

En conséquence, nul ne sera admis à partir de cette date à stipuler dans un contrat en ces monnaies ; ces monnaies

ne pourront être exigées d'un débiteur ou imposées à un créancier à un titre et pour une opération quelconque.

ART. 2. — Jusqu'au 20 avril dans les localités pourvues d'un représentant du Trésor chérifien, jusqu'au 20 mai dans les autres, tout détenteur de ces monnaies pourra en faire effectuer le rachat à nos caisses publiques ou aux guichets de la Banque d'État du Maroc au taux de dix francs pour le rial, cinq francs pour le demi-rial, deux francs cinquante centimes pour le quart de rial, un franc pour le dixième de rial, cinquante centimes pour le vingtième de rial, payables au gré de l'État en billets de la Banque de France et de la Banque de l'Algérie et, pour l'appoint en coupures divisionnaires du Protectorat lesquelles auront désormais cours légal et force obligatoire jusqu'à concurrence de 20 francs.

ART. 3. — Le billon marocain continuera à circuler au pair avec le billon français.

ART. 4. — Passés les délais fixés à l'article 2, la circulation des pièces démonétisées sera interdite, sous peine de leur saisie et rachat obligatoire *au pair* du franc. Les billets de la Banque d'État du Maroc cesseront d'être remboursés en monnaie d'argent et ne seront acceptés qu'au pair du franc.

ART. 5. — Les contrats en hassani en cours venant à échéance pendant la période ci-dessus, se régleront en francs au taux de conversion fixé par l'article 2.

ART. 6. — Passés les délais fixés à l'article 2, tout change sur les monnaies retirées sera interdit et tombera sous le coup des peines édictées par nos Dahirs du 11 septembre 1914 et 7 décembre 1915 pour les changes de monnaies françaises à monnaies françaises.

ART. 7. — Sauf autorisation spéciale, toute fonte de monnaies est désormais interdite sous les peines édictées par les mêmes dahirs.

Il est à remarquer cependant que le dahir du 19 mars 1920 ne reproduit pas dans son intégralité le texte adopté par la Commission interministérielle et télégraphié le 8 mars au Résident Général. Il s'en écarte dans son article 5 qui porte : « les contrats en hassani en cours venant à échéance pendant la période ci-dessus, se régleront en taux de conversion fixé par l'art. 2 ». Le texte télégraphié ajoutait : « les contrats qui viennent à échéance ultérieurement se régleront en francs au cours de l'argent métal sur le marché de Paris au jour de l'échéance, le douro étant compté à forfait pour 20 grammes d'argent fin ».

La question des contrats libellés en monnaie hassani était une des plus délicates à résoudre. La commission s'est préoccupée de rechercher une solution qui lésât le moins possible les intérêts, tant du créancier que du débiteur. Plusieurs sont envisagées : Transformation des contrats en francs au taux de conversion adopté pour les rachats du métal par l'État. — Transformation en francs au taux d'échange de peseta à franc qui existait au jour de la passation du contrat. — Transformation au pair du franc. Finalement la Commission adopte la disposition exprimée par l'article 5 lequel considère les contrats en monnaie hassani comme faits sur la base du métal argent et les laisse se poursuivre avec l'aléa qu'ils comportent en déterminant les bases de la conversion, afin de simplifier l'exécution du contrat lors de l'échéance.

Mais cette solution ne satisfait pas le Directeur Général des Finances du Protectorat qui l'a vivement combattue au sein de la Commission Interministérielle. Aussi ne la retrouve-t-on pas dans la rédaction définitive du Dahir. On fait observer avec juste raison que Paris ne cote pas l'argent-métal, il faut alors se reporter aux cours pratiqués à Londres ; que l'on

ne peut exiger du Cadi la conversion par une opération aussi compliquée que celle de savoir combien vaut le hassani ; que cette mesure ressucite la cotation du change et qu'enfin les contrats n'ont pas, au Maroc, une durée très longue ; quant aux autres dispositions du dahir, elles n'appellent d'observations qu'au sujet des art. 1 et 2. Ces observations se trouvent formulées dans le Rapport de la Commission. — Pour l'art. 1^{er}. — « Bien que la démonétisation s'applique à toutes les monnaies d'argent maghzéniennes, la Commission ne voit pas d'inconvénient à ce que le pouvoir local au Maroc maintienne, s'il le juge nécessaire pour le bon ordre et la possibilité des transactions, la circulation des pièces d'argent d'un dixième et d'un vingtième de rial.

Pour l'article 2. — Il a été décidé que le rachat s'effectuerait en billets de la Banque de France et de la Banque de l'Algérie. Cette décision ne contrevient pas au privilège d'émission de la Banque d'État ; il a été fait choix des billets ci-dessus parce que ce sont les seuls billets-francs dont le Gouvernement puisse disposer pendant la période du rachat, les billets-francs dont les représentants de la Banque d'État nous ont soumis les spécimens et auxquels l'un des considérants du dahir fait allusion ne pouvant pas, pour des raisons d'ordre matériel, être émis avant un assez long temps ».

La Commission émet enfin une série de vœux tendant à ce que :

1^o Le franc, qui doit constituer la base unique de la future monnaie marocaine, soit appuyé sur le franc-français dans les mêmes conditions qu'est appuyé sur celui-ci le franc algérien, afin qu'il n'y ait aucun change entre le Maroc, la Métropole, l'Algérie et la Tunisie.

2^o La monnaie divisionnaire d'argent, à émettre par le

Gouvernement Chérifien dès que les circonstances le permettront, soit frappée au titre qui sera adopté par la Métropole pour sa propre monnaie.

3^o Les fonds dont le Trésor chérifien aura besoin pour effectuer les rachats de monnaie hassani en excédent des disponibilités du fonds de réserve pour l'assainissement de la monnaie lui soient fournis pour l'ouverture à son profit d'un compte-courant non productif d'intérêts.

4^o A partir de la date fixée pour le commencement de la démonétisation la Banque d'État soit invitée à ne pas racheter le hassani au-dessus du cours de conversion fixé par le dahir et, la période de démonétisation expirée, à s'abstenir dans toute l'étendue de l'Empire chérifien de toute opération sur le hassani.

5^o Enfin la Commission prend acte de l'accord intervenu entre la Banque d'État du Maroc et la Banque de l'Algérie du 8 mars qui lui paraît de nature à assurer le pair du franc entre la Métropole et l'Afrique du Nord, accord sur lequel nous reviendrons.

§ 2. — *Rachat.* — Par Dahir du 19 mars 1920, le Hassani est donc démonétisé. Comment le Maroc va-t-il accueillir cette nouvelle? Du côté des Européens la question ne se pose pas ; les Européens ont réclamé la démonétisation, et ils vont s'en trouver contents. Mais du côté indigène ? Celui-ci détient pour une très grosse part le stock de métal ; va-t-il s'en désaisir ? On peut craindre que l'opération se fasse avec difficulté. Il n'en est heureusement rien.

Aussitôt le décret de démonétisation connu, les guichets de la Banque d'État sont assiégés, les habitants apportent leur argent et la nouvelle, bien que diversement commentée est

favorablement accueillie. L'opération s'est accomplie sans révolution, sans secousses, sans heurts. Au 31 mars, il est rentré un total de 48.102.395 P.H. dans les caisses de l'État (1). Au Conseil du Gouvernement du 7 juin l'Administration fait connaître que 84 millions de P.H. sont retirées de la circulation (2). On estime le stock monétaire marocain à environ 220 millions. Si l'on tient compte que, sur ce chiffre, 5 millions sont dans la zone de Tanger, 15 dans la zone espagnole, 30 sont absorbés par l'exportation et la fonte, il ne reste plus que 85 millions de P.H. dans les mains des particuliers dont 30 à 40 en régions insoumises. 60 % du métal de la zone française est donc récupéré et a coûté au Gouvernement environ 140 millions de francs. Le métal racheté ne l'a pas toujours été au taux de 200 %, car, si le décret de démonétisation ne date que de mars 1920, les débuts de l'opération remontent à octobre 1919. Le Protectorat fait racheter des pesetas hassani dès ce moment, il les a eues à des cours variant entre 130 et 150 francs et en février 28 millions sont déjà dans les caves de la Banque d'État. Mais, après le 19 mars, l'opération se fait sur une plus grande échelle, en raison de l'afflux du public qui apporte son métal. D'ailleurs à partir de ce moment, ce ne sont pas seulement les Banques qui opèrent l'échange. En sont chargés également tous les Comptables publics, les services municipaux, les contrôleurs civils, les Bureaux de Renseignements, les Autorités indigènes (pachas, caïds, chioukhs) qui sont intéressés à la rentrée par une remise de 2 % sur les quantités récupérées et auxquels on alloue, de ce fait, 4 à 500.000 francs.

(1) Rapport Calary de Lamazière, p. 45.

(2) Bulletin de l'Afrique Française, novembre 1920, p. 302.

Il a été racheté :	P. H.
du 15 octobre 1919 au 10 mars 1920...	29.565.395
du 10 au 19 mars 1920.....	6.646.000
du 20 au 31 mars 1920.....	11.891.000
du 31 mars au 7 juin.....	35.897.605
Soit au total.....	84.000.000

Le rachat est effectué par la suite dans des conditions moins onéreuses pour le trésor, car, pour le Sud, le taux adopté est de 130 %. Le stock de métal, ainsi récupéré et dont on évalue le prix de revient à 1 fr. 75 par peseta, reste inutilisé pour l'instant, en attendant la réforme définitive : on a proposé la frappe de pièces au titre de 400 /1.000 et 450 /1.000 pour le divisionnaire et l'écu, respectivement, mais cette proposition n'a pas été agréée par le Directeur Général des Finances du Protectorat qui estime qu'en pareille matière, étant donné la nouvelle politique adoptée, le Maroc ne saurait prendre l'initiative d'une pareille réforme avant la France, au régime monétaire de laquelle il se trouve aujourd'hui rallié.

CHAPITRE VI

LA SITUATION ACTUELLE

La situation actuelle du Maroc n'est pas définitivement réglée. Le hassani a disparu de la circulation : une partie est venue s'échanger, l'autre se terre et elle ne peut reparaître sans crainte d'être saisie et remboursée au pair. La circulation se compose uniquement de papier : billets de la Banque de France, billets de la Banque de l'Algérie, coupures du Protectorat ou du Trésor aux Armées. A quoi tient cette abondance d'instruments monétaires : à ce que la Banque d'État, étant incapable de faire l'opération du rachat au moyen de ses seuls billets, il a fallu avoir recours à la Banque de France et à la Banque de l'Algérie.

A la date du 21 juin 1920 est intervenu un dahir pour mettre fin à cette situation et en même temps que la création d'un billet de banque en franc-marocain, il a décrété le cours forcé pour le billet de la Banque d'État.

« Considérant que notre Dahir du 19 mars prescrivant le retrait des monnaies d'argent en circulation stipule qu'en attendant l'émission ultérieure d'un billet de notre Banque d'État libellé en Franc, le dit retrait sera provisoirement effectué en billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie ;

Considérant que le moment est venu de créer dans notre Empire une monnaie fiduciaire qui lui soit propre tout en

permettant avec les monnaies Française et Algérienne pour l'utilité et la tranquillité transactionnelles, un échange au pair constant ;

Considérant enfin qu'il importe, jusqu'au jour où la circulation métallique sera normalement rétablie, d'autoriser notre Banque d'État à ne point rembourser les dits billets à présentation ».

A décrété ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — La monnaie légale de la zone française de notre Empire ayant force libératoire dans les paiements est désormais le franc.

ART. 2. — Aussi longtemps que la Banque de France et la Banque d'Algérie seront dispensées de rembourser leurs billets en numéraire, notre Banque d'État est également dispensée de rembourser à présentation ses billets de Banque en franc et de conserver une encaisse.

ART. 3. — Les billets de notre Banque d'État conservant seuls cours légal et force libératoire tant dans les caisses publiques que pour les règlements entre particuliers.

ART. 4. — A titre transitoire, les billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie continueront à être acceptés dans les transactions jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par arrêté de notre Grand Vizir.

Le billet de la Banque d'État doit venir remplacer dans la circulation celui de la Banque de France ; quant aux coupures du Protectorat, elles doivent être remplacées par une monnaie également fiduciaire, mais en nickel. — En fait le nouveau billet de la Banque d'État du Maroc circule depuis décembre 1920.

Enfin, comme il est stipulé dans l'accord du 8 mars :

1^o La Banque Algéro-Tunisienne doit disparaître ;

2^o La Banque de l'Algérie s'engage à retirer ses billets de la circulation Marocaine. Cependant, elle permet à la Banque d'État de s'appuyer par son entremise sur le Compte-courant du Trésor de façon à permettre l'unification des circulations française, algérienne et marocaine ;

3^o La Banque d'État a, en dépôt à la Banque de l'Algérie, une encaisse, non productive d'intérêts, égale au tiers de sa circulation fiduciaire-francs au Maroc.

Une convention a été signée par les deux banques. Elle comporte néanmoins des points litigieux qui doivent être tranchés par le Ministre des Finances dont les deux établissements ont par avance accepté l'arbitrage. Ces points sont :

a) L'encaisse du tiers, une fois le cours forcé aboli, restera-t-elle aux mains de la Banque de l'Algérie ou reviendra-t-elle à la Banque d'État ?

b) La Banque d'État aura-t-elle le droit d'avoir un découvert sur son compte avec le Trésor et à quelles conditions ?

c) La Banque d'État fixera-t-elle librement le taux de son escompte ?

Au mois de juillet, le Ministre des Finances a rendu publique sa décision, à savoir :

Sur le 1^{er} point, que ce dépôt sera maintenu aux mains de la Banque de l'Algérie ;

Sur le 2^e, que les opérations du Trésor avec le Maroc donneront lieu à l'ouverture d'un compte spécial tenu par la Banque de l'Algérie et que la Banque d'État devra couvrir la Banque de l'Algérie du solde débiteur de ce compte, soit en papier, soit en espèces ;

Sur le 3^e, que la différence entre les taux de l'escompte au Maroc et en Algérie sera fixée par une Commission Mixte.

C'est dans la certitude de cet arrangement entre les deux

banques que le Gouvernement Chérifien a pris, le 21 juin 1920, le dahir ayant pour but de supprimer, en créant le franc marocain, la dualité monétaire qui eu des conséquences si fâcheuses. La Banque de l'Algérie vient d'aviser le Gouvernement français qu'elle refuse d'exécuter la convention intervenue avec la Banque d'État et l'arbitrage du Ministre des Finances ; bien que cette rupture, provoquée par la Banque de l'Algérie soit injustifiée, il semble qu'elle ait trouvé des appuis auprès du gouvernement français ; celui-ci a, en effet, demandé au Protectorat Marocain, qui a refusé, l'autorisation de continuer à assurer au billet de la Banque de l'Algérie sa force libératoire au Maroc pour que le Trésor français puisse y payer les dépenses militaires en monnaie algérienne.

Toute la question est, de ce fait, remise en état. C'est pour le Maroc :

1^o Le maintien de la double circulation dont les effets ont été si funestes ;

2^o Le danger de voir se rétablir, entre les monnaies métropolitaine et marocaine, un change variable suivant la nécessité des remises futures.

En présence de cette situation, le gouvernement français se préoccupe actuellement, au cas où une reprise des négociations entre la Banque d'État et la Banque d'Algérie ne serait pas possible, de faire bénéficier directement la Banque d'État du Maroc d'un régime analogue à celui qui régit ses rapports avec la Banque de l'Algérie.

CONCLUSION

En somme, le règlement de la question hassani illustre d'une façon frappante la vigueur de l'éternelle loi de Gresham.

A partir du milieu de 1917, il est indéniable que, sous la pression continue de la dépréciation du franc, la peseta hassani naguère très inférieure comme valeur d'échange à la monnaie française, devient par rapport à elle « la bonne monnaie ». Il en résulte son expulsion hors du Maroc que le Gouvernement du Protectorat s'emploie tout d'abord à combattre en soutenant les cours et en donnant l'illusion de leur fixité.

Le jour où cette politique que le Protectorat n'envisageait lui-même que comme un acheminement insensible à l'unification monétaire franco-africaine, se trouve brutalement bouleversée par une hausse inouïe de l'argent métal, le Protectorat adopte le moindre mal, à notre sens : au lieu de s'acharner à des essais de stabilisation que les événements déjouent au fur et à mesure, il se résout à précipiter le mouvement et demonétise, par voie d'autorité, une monnaie qu'il eut préféré faire disparaître petit à petit.

L'accès du Maroc au régime monétaire franco-africain, aujourd'hui presque complètement réalisé eut pu l'être, soit, comme l'a fait la Tunisie, par l'introduction pure et simple et exclusive de la monnaie algérienne, soit par l'institution d'un franc marocain spécial, associé au franc de France par le jeu du compte courant du Trésor.

Cette dernière solution est apparue plus conforme à la fois

aux obligations internationales du Maroc, au particularisme de sa population et aux intérêts de son commerce. Au point de vue monétaire, elle ne se différencie en rien de l'autre et l'essentiel était de supprimer définitivement entre la nation protectrice et la nation protégée un change de tous les instants qui, on peut le dire, a constitué de 1912 à 1920, un fléau dans les transactions de ce pays.

Par là, et en dépit de quelques critiques de détail, toujours possible après coup, le Protectorat paraît avoir réalisé, rapidement et sans frais excessifs, une très importante et très utile réforme que l'on pourrait songer à appliquer à un pays qui se débat encore dans une crise analogue, l'Indo-Chine, avec, il est vrai, cette circonstance particulière résultant du voisinage de l'Inde et de la Chine qui constituent d'énormes entrepôts de métal-argent.

Un seul doute subsisterait sur les bienfaits de ce changement de régime : celui qui tient à la hausse générale du prix des choses ; mais, il n'y a là, qu'une apparence, l'unification monétaire entre la France et le Maroc devant normalement et forcément entraîner l'unification de toutes les valeurs exprimées dans cette monnaie unique.

BIBLIOGRAPHIE

- Bulletin Officiel du Gouvernement Chérifien.
Economiste Européen.
France-Maroc.
Intérêts Marocains.
Revue d'Economie Politique.
Bulletin du Comité de l'Afrique Française.
Vigie Marocaine.
Illustration Economique et Financière.
Annuaire Economique et Financier du Maroc 1917, 18, 19, 20, 21.
Revue Marocaine.
Annuaire du Maroc 1908.
Rapport de M. PARMENTIER, sur la circulation métallique et fiduciaire au Maroc, Septembre 1915.
Rapport de M. PERRONNE sur la crise de 1919, Rabat, décembre 1919.
Rapport de M. de LAMAZIÈRE sur le budget de 1920.
Rapport de la Banque d'Etat du Maroc, juin 1920.
Acte Général de la Conférence d'Algésiras, Livre jaune 1910 à 12.
Abdesselem TALEB. — *l'Organisation Financière du Maroc*, Paris 1911.
U. JAEGER. — *La Banque d'Etat du Maroc*, Paris 1911.
Auguste LOMBARD. — *La Banque d'Etat du Maroc*, Montpellier 1911.
Pierre BONNET. — *Le Problème Marocain et la Banque d'Etat du Maroc*, Toulouse 1912.
G. LEBRE. — *De l'Etablissement du protectorat français au Maroc*, Paris 1914.
MOULIÈRAS. — *Le Maroc Inconnu*, Paris 1895.
TARDIEU. — *La Conférence d'Algésiras*, Paris 1907.
René BESNARD et AYMARD. — *L'Œuvre Française au Maroc*, Paris 1914.
HOLTZ. — *Traité de Législation marocaine*, Paris 1914.
BERGE. — *La Justice Française au Maroc*, 1917.
La REVELIÈRE. — *Les Energies Françaises au Maroc*, Paris 1917.
TERRIER et Ladreit de LACHARRIÈRE. — *Pour réussir au Maroc*, Paris 1918.
de la MARTINIÈRE. — *Souvenirs du Maroc*, Paris 1919.
Reginald KANN. — *Le Protectorat Marocain*, Paris 1921.
J. GOULVEN. — *Traité d'Economie et de législation Marocaines*, Paris 1921.
LORiot. — *Le régime monétaire du Maroc et la crise du hassani*, Paris 1920.
LAVERGNE. — *La Banque de l'Algérie*, Paris 1919.
-

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Première partie : LES MONNAIES MAROCAINES.

Chap. 1 — AVANT LA RÉFORME DE 1881.....	8
1 — Monnaie d'or.	
2 — Monnaie d'argent.	
3 — Monnaie de bronze.	
4 — Monnaie Espagnole.	
5 — Monnaie Française.	
6 — Change.	
Chap. 2 — RÉFORME DE 1881	17
1 — Monnaie d'argent.	
2 — Monnaie de bronze.	
3 — Monnaie Espagnole.	
4 — Monnaie Française.	
5 — Le change.	
a) à l'intérieur.	
b) à l'extérieur.	

Deuxième partie : LA SITUATION MONETAIRE DE LA CONFERENCE D'ALGESIRAS JUSQU'A LA GUERRE (1907 à 1914)

Chap. I. — LA BANQUE D'ETAT DU MAROC.....	30
1 — But assigné à la Banque.	
2 — Frappes de la Banque d'Etat.	
3 — Le Change.	
Chap. II. — LA BANQUE DE L'ALGÉRIE AU MAROC.....	39
1 — Le Change algéro-français.	

*Troisième partie : LA SITUATION MONÉTAIRE
PENDANT LA GUERRE*

Chap. I. — LA CRISE 1914	48
Chap. II. — ESSAI DE STABILISATION	51
Chap. III. — LA CRISE DE 1917.....	56
1. — La hausse de l'argent.	
2. — La crise de septembre.	

*Quatrième partie : LA RUPTURE DE LA PARITÉ
& LA DEMONÉTISATION*

Chap. I. — LE RÉGIME DE LA PARITÉ (1917 à 1919).....	68
Chap. II. — LA HAUSSE DE L'ARGENT EN 1919.....	71
Chap. III. — LA CRISE DE 1919	74
1. — Les cours du hassani.	
Chap. IV. — LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE	81
1. — Conséquences économiques.	
a) monnaie divisionnaire.	
b) alimentation.	
c) enchérissement des prix.	
d) main-d'œuvre.	
e) transactions et contrats.	
2. — Conséquences morales.	
3. — Agitation politique.	
Chap. V. — DÉMONÉTISATION ET RACHAT.....	88
1. — Démonétisation.	
2. — Rachat.	

Conclusion. — LA SITUATION ACTUELLE.
